

RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2005

VILLE DE MONTRÉAL

Rapport financier annuel
Exercice terminé le 31 décembre 2005

Déposé au greffe de la Ville de Montréal
le 31 mars 2006

RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2005

Préparé par le Service des finances,
Direction de la comptabilité et
contrôle financier

LE PRIX CANADIEN D'EXCELLENCE DES RAPPORTS FINANCIERS

attribué à la

Ville de Montréal,
Québec

pour son rapport
financier annuel de
l'exercice terminé
le 31 décembre 2004

La GFOA (Government Finance Officers Association),
qui regroupe des représentants gouvernementaux
des États-Unis et du Canada, attribue le Prix
canadien d'excellence des rapports financiers
aux administrations municipales dont les
rapports financiers annuels se conforment
au haut degré de qualité exigé
par le programme.



Charles E. Prange
Président
Jeffrey L. Essler
Directeur Général

La GFOA (Government Finance Officers Association of the United States and Canada) a décerné le Prix canadien d'excellence des rapports financiers à la Ville de Montréal pour son rapport financier annuel de l'exercice terminé le 31 décembre 2004. L'objectif de ce prix d'excellence est d'encourager les administrations municipales du Canada à présenter des états financiers de qualité et d'offrir aux responsables de la publication de ces rapports la possibilité d'être reconnus par leurs pairs et, au besoin, de recevoir l'aide technique de ces derniers.

Le Prix canadien d'excellence des rapports financiers est décerné aux administrations municipales dont le rapport annuel est jugé conforme, en substance, aux critères d'évaluation de la GFOA.

Les états financiers d'une administration municipale doivent présenter une information financière et des commentaires qui surpassent, en qualité, les principes comptables généralement reconnus. Par conséquent, conformément au principe de l'exposé complet, clair et véridique, les états financiers doivent montrer que les responsables ont véritablement tenté de communiquer fidèlement la situation financière de l'administration municipale, d'améliorer l'aptitude des administrations municipales à transmettre l'information financière et de combler les attentes des utilisateurs.

Le prix d'excellence est décerné pour une seule année. L'administration municipale de Montréal croit que son rapport financier annuel de 2005 respecte toujours les critères d'évaluation de la GFOA et compte le soumettre de nouveau pour l'obtention d'un prix d'excellence.

Table des matières

	Page
INFORMATION FINANCIÈRE – États financiers	
Responsabilité de l'administration municipale à l'égard de la présentation de l'information financière	1
Rapport du vérificateur général de Montréal.....	2
Rapport des vérificateurs externes	3
États financiers	
Bilan	4
État des activités financières	5
État des activités d'investissement	6
États des surplus et des fonds réservés	7
État du coût des services municipaux	8
État de l'investissement net dans les éléments d'actif à long terme	10
État de l'évolution de la situation financière	11
Notes et tableaux complémentaires	12
Tableau 1 – Dépenses de fonctionnement par objet	32
Tableau 2 – Dépenses à financer à long terme.....	33
Tableau 3 – Dette directe et indirecte et dépenses à financer à long terme	34
INFORMATION FINANCIÈRE – Renseignements supplémentaires (non vérifiés)	
Analyse des revenus	35
Analyse des dépenses de fonctionnement	41
Analyse du coût des services municipaux	44
Analyse des dépenses d'investissement selon leur nature	46
Mouvement des placements du fonds d'amortissement	47
Échéance de la dette à long terme	48
Mouvement de la dette à long terme	50
INFORMATION COMPLÉMENTAIRE ET STATISTIQUES (non vérifiées)	
Évaluation imposable équivalente.....	51
Taux de taxation de 2002 à 2006	
Immeubles résidentiels	52
Immeubles non résidentiels	53
Valeur foncière dans les arrondissements	54
État des activités financières (quatre exercices)	55
État des activités d'investissement (quatre exercices)	56
États des surplus et des fonds réservés (quatre exercices)	57
État du coût des services municipaux (quatre exercices)	58
Dépenses de fonctionnement par objet (quatre exercices)	59
Analyse des dépenses d'investissement selon leur nature (quatre exercices)	60
Dette directe et indirecte et dépenses à financer à long terme (quatre exercices)	61
Indicateurs de gestion.....	63
Statistiques générales	64

INFORMATION FINANCIÈRE – ÉTATS FINANCIERS

Responsabilité de l'administration municipale à l'égard de la présentation de l'information financière

Les états financiers, présentés dans ce rapport, ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus en comptabilité municipale au Québec, le tout tel que décrit à la note 2 afférente à ces états financiers.

Les états financiers et toute l'information figurant dans le présent rapport financier annuel sont la responsabilité de l'administration municipale. L'administration municipale s'est également assurée de la cohérence entre les états financiers et toutes les autres informations divulguées dans le rapport financier annuel.

Pour évaluer certains faits et opérations, l'administration municipale a procédé à des estimations d'après la meilleure appréciation qu'elle avait de la situation et en tenant compte de l'importance relative.

L'administration municipale a la responsabilité de maintenir des systèmes de contrôle interne et de comptabilité appropriés qui fournissent une assurance raisonnable que les politiques de la Ville sont suivies, que ses opérations sont effectuées conformément aux lois et autorisations appropriées, que ses biens sont convenablement conservés et que les états financiers reposent sur des registres comptables fiables.

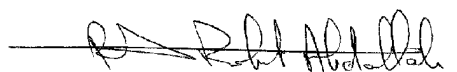
Conformément à la répartition des pouvoirs et compétences prévue à sa charte, les pouvoirs de la Ville sont exercés par le conseil municipal ou par les conseils d'arrondissements.

Le conseil municipal a mis en place un comité de vérification composé de cinq membres, dont deux membres externes. Les responsabilités du comité de vérification comprennent la surveillance du processus de présentation et de communication de l'information financière, ce qui englobe notamment la révision des états financiers et des autres éléments contenus dans le présent rapport financier annuel.

Le vérificateur général de Montréal et les vérificateurs externes nommés par le conseil municipal, Samson Bélaïr / Deloitte & Touche s.e.n.c.r.l., ont vérifié les états financiers et ont présenté les rapports qui suivent.



Robert Lamontagne
Directeur principal et Trésorier



Robert Abdallah
Directeur général

Montréal, le 24 mars 2006

Bureau du vérificateur général
333, rue Saint-Antoine Est
Bureau 510
Montréal (Québec) H2X 1R9

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DE MONTRÉAL

À Monsieur le Maire,
au Président et aux membres du comité exécutif,
aux membres du conseil de la Ville de Montréal.

J'ai vérifié le bilan de la Ville de Montréal au 31 décembre 2005 et les états des activités financières, des activités d'investissement, des surplus et des fonds réservés, du coût des services municipaux, de l'investissement net dans les éléments d'actif à long terme et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à l'administration municipale. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par l'administration municipale, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2005 ainsi que des résultats de ses activités et de l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables décrits à la note 2 afférente aux états financiers.

Le vérificateur général de Montréal,



Michel Doyon, CA

Montréal, le 24 mars 2006

Rapport des vérificateurs externes

À Monsieur le Maire,
au Président et aux membres du comité exécutif,
aux membres du Conseil de la Ville de Montréal

Nous avons vérifié le bilan de la Ville de Montréal au 31 décembre 2005 et les états des activités financières, des activités d'investissement, des surplus et des fonds réservés, du coût des services municipaux, de l'investissement net dans les éléments d'actif à long terme et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à l'administration municipale. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par l'administration municipale, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2005 ainsi que des résultats de ses activités et de l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables décrits à la note 2 afférente aux états financiers.

Samson Bélair/Deloitte & Touche s.e.n.c.r.l.

Comptables agréés

Montréal, Canada
Le 24 mars 2006

Bilan

Au 31 décembre 2005

(en milliers de dollars)			
	Notes	2005	2004
ACTIF			
À court terme			
Encaisse et placements	3	439 152	523 132
Placements – Fonds d'amortissement	3	52 384	116 181
Débiteurs	4	411 788	351 540
Stocks		29 132	27 055
Tranche exigible des créances à long terme	6	97 001	76 644
		1 029 457	1 094 552
Placements	3	21 133	27 154
Placements – Fonds d'amortissement	3	993 920	927 212
Propriétés immobilières destinées à la revente		154 502	153 002
Dépenses reportées et autres actifs	5	58 825	46 467
Créances à long terme	6	1 362 199	1 365 348
Immobilisations	7	6 165 802	5 992 208
		9 785 838	9 605 943
PASSIF			
À court terme			
Créditeurs, provisions et charges à payer	9	1 008 954	962 725
Montant perçu d'avance – Reconstitution des municipalités	10	215 142	
Versements exigibles sur la dette à long terme	12	297 076	430 695
		1 521 172	1 393 420
Revenus reportés	11	146 379	136 557
Dette à long terme	12	6 149 629	5 916 347
Obligation nette – Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs	13	622 317	1 042 963
Subventions reportées	7	1 229 788	1 180 748
		9 669 285	9 670 035
AVOIR DES CONTRIBUABLES			
Surplus non affecté		166 186	51 191
Surplus affecté	14	167 811	241 469
Fonds réservés		42 888	50 406
Investissement net dans les éléments d'actif à long terme	15	435 401	729 621
Montant à pourvoir dans le futur – Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs	13	(622 317)	(1 042 963)
Montant à pourvoir dans le futur – Autres	16	(73 416)	(93 816)
		116 553	(64 092)
Engagements et éventualités	20		
		9 785 838	9 605 943

Les notes et tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des activités financières

Exercice terminé le 31 décembre 2005

(en milliers de dollars)

	2005		2004
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Taxes	2 675 945	2 691 682	2 599 580
Paievements tenant lieu de taxes	244 605	251 369	222 840
Autres revenus de sources locales	613 923	644 816	618 379
Transferts	494 864	501 821	459 696
	4 029 337	4 089 688	3 900 495
Revenus spécifiques transférés aux activités d'investissement	(84 577)	(66 294)	(66 174)
	3 944 760	4 023 394	3 834 321
Dépenses de fonctionnement			
Administration générale	619 587	568 831	490 305
Sécurité publique	745 653	748 004	733 414
Transport	626 560	638 179	595 269
Hygiène du milieu	325 929	321 181	304 249
Santé et bien-être	131 103	139 501	122 747
Aménagement, urbanisme et développement	186 646	189 469	155 984
Loisirs et culture	460 457	473 232	465 331
Réseau d'électricité	21 761	21 621	21 149
Frais de financement	434 654	413 338	435 994
	3 552 350	3 513 356	3 324 442
Autres activités financières			
Remboursement de la dette à long terme	425 599	431 334	418 307
Autres transferts aux activités d'investissement	2 141	16 957	25 162
	427 740	448 291	443 469
Total des dépenses de fonctionnement et autres activités financières	3 980 090	3 961 647	3 767 911
Surplus (déficit) des activités financières avant affectations et remboursement de l'obligation nette des régimes de retraite	(35 330)	61 747	66 410
Affectations			
Surplus non affecté			491
Surplus affecté	39 429	99 744	78 598
Fonds réservés	(4 099)	(950)	(17 288)
	35 330	98 794	61 801
Remboursement de l'obligation nette des régimes de retraite (note 13)		(410 977)	
Surplus (déficit) avant financement à long terme des activités financières		(250 436)	128 211
Financement à long terme des activités financières			
Obligation nette de régimes de retraite (note 13)		410 977	
Autres dépenses		2 408	769
		413 385	769
Surplus de l'exercice		162 949	128 980

Les notes et tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des activités d'investissement

Exercice terminé le 31 décembre 2005

(en milliers de dollars)

	Note	2005		2004
		Budget	Réalisations	Réalisations
Sources de financement				
Revenus spécifiques transférés des activités financières provenant de tiers				
Contributions des promoteurs		27 057	5 158	5 069
Transferts conditionnels		57 520	61 136	61 105
		84 577	66 294	66 174
Autres transferts des activités financières		2 141	16 957	25 162
Autres sources				
Surplus non affecté			133	3 240
Surplus affecté		22 534	19 340	12 221
Fonds réservés			11 242	1 823
Emprunts à long terme émis		537 004	203 946	316 125
		646 256	317 912	424 745
Dépenses d'investissement				
Administration générale		45 958	56 615	50 161
Sécurité publique		33 791	23 305	32 363
Transport		232 530	221 398	229 449
Hygiène du milieu		143 432	131 173	108 498
Santé et bien-être			119	18
Aménagement, urbanisme et développement		48 407	32 662	31 489
Loisirs et culture		140 838	140 651	105 874
Réseau d'électricité		1 300	1 340	1 006
	17	646 256	607 263	558 858
Déficit des activités d'investissement de l'exercice			(289 351)	(134 113)

Les notes et tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers.

États des surplus et des fonds réservés

Exercice terminé le 31 décembre 2005

SURPLUS

(en milliers de dollars)

	Note	Virement de	Virement à	Solde
NON AFFECTÉ – Solde au 31 décembre 2004				51 191
Affectation – Activités financières				
Affectation – Activités d'investissement			133	(133)
Affectation – Surplus affecté		3 766	51 587	(47 821)
Surplus de l'exercice		<u>162 949</u>		<u>162 949</u>
NON AFFECTÉ – Solde au 31 décembre 2005		<u>166 715</u>	<u>51 720</u>	<u>166 186</u>
AFFECTÉ – Solde au 31 décembre 2004				241 469
Affectation – Activités financières			99 744	(99 744)
Affectation – Activités d'investissement			19 340	(19 340)
Affectation – Surplus non affecté		51 587	3 766	47 821
Affectation – Fonds réservés		<u>158</u>	<u>2 553</u>	<u>(2 395)</u>
AFFECTÉ – Solde au 31 décembre 2005	14	<u>51 745</u>	<u>125 403</u>	<u>167 811</u>
SURPLUS – Solde au 31 décembre 2005		<u>218 460</u>	<u>177 123</u>	<u>333 997</u>

FONDS RÉSERVÉS

(en milliers de dollars)

	Solde au 31/12/2004	Activités financières		Activités d'investissement		Solde au 31/12/2005
		Virement de	Virement à	Virement de	Virement à	
Gestion de l'eau	20 449	42 797	39 427		9 483	14 336
Parcs et terrains de jeux	10 328	4 009	19	3	1 640	12 681
Unités de stationnement	2 128	476				2 604
Solde des règlements d'emprunt fermés	7 442			379	151	7 670
Fonds de réserves foncières	1 754					1 754
Frais d'émission de titres	1 200		120			1 080
Programme de départs assistés	6 719		6 719			
Autres	<u>386</u>	<u>29</u>	<u>76</u>		<u>7</u>	<u>332</u>
	50 406	47 311	46 361	382	11 281	40 457
Fonds de roulement		<u>2 550</u>			<u>119</u>	<u>2 431</u>
	<u>50 406</u>	<u>49 861</u>	<u>46 361</u>	<u>382</u>	<u>11 400</u>	<u>42 888</u>

Les notes et tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État du coût des services municipaux

Exercice terminé le 31 décembre 2005

(en milliers de dollars)

	2005			
	Dépenses de fonctionnement	Frais de financement	Amortissement	Subventions reportées
			Immobilisations	(gouvernements et leurs entreprises)
Dépenses				
Administration générale	568 831	43 087	17 377	(1 385)
Sécurité publique	748 004	25 949	17 816	(303)
Transport	638 179	125 761	144 135	(11 346)
Hygiène du milieu	321 181	109 078	100 129	(32 530)
Santé et bien-être	139 501	10 456	586	(89)
Aménagement, urbanisme et développement	189 469	45 725	23 343	(837)
Loisirs et culture	473 232	53 174	71 738	(8 193)
Réseau d'électricité	21 621	108	589	(22)
Frais de financement	413 338	(413 338)		
	<u>3 513 356</u>	<u>(413 338)</u>	<u>375 713</u>	<u>(54 705)</u>

Les notes et tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État du coût des services municipaux (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2005

2005				2004
Subventions de fonctionnement (gouvernements et leurs entreprises)	Services rendus	Gain sur dispositions	Coût des services municipaux	Coût des services municipaux
(12 836)	(10 897)		604 177	514 775
(1 188)	(22 536)	(14)	767 728	742 928
(29 690)	(21 993)	(42)	845 004	803 332
(56 204)	(15 474)	(3)	426 177	427 622
(72 942)	(29 340)		48 172	40 400
(41 133)	(64 658)		151 909	135 061
(53 341)	(66 242)	(14)	470 354	506 121
(138)	(23 417)		(1 259)	(1 699)
<u>(267 472)</u>	<u>(254 557)</u>	<u>(73)</u>	<u>3 312 262</u>	<u>3 168 540</u>

État de l'investissement net dans les éléments d'actif à long terme

Exercice terminé le 31 décembre 2005

	<i>(en milliers de dollars)</i>	
	2005	2004
Solde au début de l'exercice	729 621	391 778
Ajouter		
Acquisitions d'immobilisations	564 494	550 157
Acquisitions de propriétés immobilières destinées à la revente	4 584	345
Contributions au fonds d'amortissement	214 819	215 607
Amortissement et radiations des subventions reportées	54 705	52 652
Émission et ajustements des créances à long terme	90 071	285 124
Remboursement de la dette à long terme net des refinancements	469 924	490 020
Autres		
Gain sur fluctuation de change	756	1 174
Créditeurs	98	92
Surplus des dépenses d'activités financières à financer à long terme de l'exercice		276 663
	1 399 451	1 871 834
Déduire		
Dispositions et radiations d'immobilisations	15 187	344
Dispositions de propriétés immobilières destinées à la revente	3 084	11 204
Dispositions de placements du fonds d'amortissement	211 908	283 152
Amortissement des immobilisations	375 713	355 426
Encaissement et radiation de créances à long terme	79 445	73 018
Subventions à l'acquisition d'immobilisations	103 745	89 592
Émission de dettes à long terme	587 923	581 687
Autres		
Déficit des activités d'investissement de l'exercice	289 351	134 113
Déficit des dépenses d'activités financières à financer à long terme de l'exercice	23 411	
Variation des gains et des pertes de change nets non matérialisés	3 525	4 927
Règlements d'emprunts et projets fermés	379	528
	1 693 671	1 533 991
Solde à la fin de l'exercice	435 401	729 621

Les notes et tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État de l'évolution de la situation financière

Exercice terminé le 31 décembre 2005

(en milliers de dollars)			
	Notes	2005	2004
Activités de fonctionnement			
Surplus de l'exercice		162 949	128 980
Éléments de financement et d'investissement imputés aux activités financières			
Contributions au fonds d'amortissement		214 819	215 607
Transferts aux activités d'investissement		83 251	91 336
Remboursement de la dette à long terme		219 718	207 766
Encaissement de créances à long terme		(78 711)	(71 545)
Subventions à l'acquisition d'immobilisations		(61 136)	(61 105)
Dispositions d'immobilisations et de propriétés immobilières destinées à la revente		(14 732)	(18 366)
Financement à long terme des activités financières		(413 385)	(769)
		112 773	491 904
Éléments n'affectant pas les liquidités			
Affectations		(98 794)	(61 801)
Amortissement des mesures transitoires	16	6 624	9 365
Amortissement des dépenses reportées		11 855	21 030
Variation des revenus reportés		6 297	20 488
Créances et solde de prix de vente à recevoir		8 939	248 080
Réduction du recours à l'emprunt – Dépenses d'activités financières		5 998	13 069
Autres		96	(933)
		53 788	741 202
Variation nette des autres éléments à court terme	18	(2 320)	21 099
		51 468	762 301
Activités d'investissement			
Dispositions de placements		215 592	317 800
Encaissement de créances à long terme		88 409	76 162
Dispositions d'immobilisations et de propriétés immobilières destinées à la revente		14 732	18 366
Acquisitions de placements		(214 819)	(215 607)
Acquisitions d'immobilisations		(564 494)	(550 157)
Émission de créances à long terme		(123 931)	(306 322)
Acquisitions de propriétés immobilières destinées à la revente		(4 584)	(345)
Dépenses reportées		(24 213)	(8 175)
		(613 308)	(668 278)
Activités de financement			
Produit des emprunts		900 529	1 016 323
Montant perçu d'avance – Reconstitution des municipalités	10	253 440	
Subventions à l'acquisition d'immobilisations		104 084	89 255
Remboursement de la dette à long terme net des refinancements		(469 924)	(490 020)
Rachat d'obligations par refinancement		(312 606)	(434 636)
		475 523	180 922
Évolution nette des espèces et quasi-espèces		(86 317)	274 945
Espèces et quasi-espèces au début		521 466	246 521
Espèces et quasi-espèces à la fin		435 149	521 466

Les espèces et quasi-espèces sont constituées du découvert bancaire et des placements à court terme autres que ceux du fonds d'amortissement et dont l'échéance est inférieure à trois mois à partir de la date d'acquisition.

Les notes et tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Notes et tableaux complémentaires

31 décembre 2005

1- STATUT

La Ville de Montréal (la Ville) est un organisme municipal constitué le 1^{er} janvier 2002, en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (L.R.Q., chapitre C-11.4). Son territoire est divisé en 27 arrondissements.

Le 1^{er} janvier 2006, par suite des résultats du scrutin référendaire tenu en 2004 en vertu de la *Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités* (Loi 9) les anciennes municipalités de Baie-d'Urfé, de Beaconsfield, de Côte-Saint-Luc, de Dollard-des-Ormeaux, de Dorval, de Hampstead, de Kirkland, de L'Île-Dorval, de Montréal-Est, de Montréal-Ouest, de Mont-Royal, de Pointe-Claire, de Sainte-Anne-de-Bellevue, du Village de Senneville et de Westmount ont été reconstituées, créant ainsi une Ville de Montréal résiduaire de 19 arrondissements, laquelle regroupe 87 % de la population totale de l'île de Montréal.

Conformément aux dispositions de cette loi, toutes les municipalités situées sur l'île de Montréal demeurent toutefois liées les unes aux autres et forment une agglomération correspondant au territoire de la Ville de Montréal tel qu'il existait au 31 décembre 2005.

La *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (Loi 75), modifiée en 2005 par les lois 111 et 134 et complétée en 2005 par le *Décret concernant l'agglomération de Montréal* (décret numéro 1229-2005), énumère et circonscrit les compétences d'agglomération. En vertu de la *Loi 75*, la Ville de Montréal résiduaire constitue la municipalité centrale chargée d'exercer, en plus de ses compétences locales, les compétences d'agglomération.

L'agglomération est sous l'autorité d'un conseil d'agglomération, instance politique et décisionnelle créée le 1^{er} janvier 2006, et investie des pouvoirs décisionnels, de taxation et de tarification pour les services d'agglomération. Le conseil d'agglomération est un organe délibérant de la municipalité centrale, distinct du conseil de la Ville visé par l'article 14 de la *Charte de la Ville de Montréal*. Il est formé de représentants de chacune des municipalités liées; le nombre de représentants de chacune des municipalités est établi de façon proportionnelle à l'importance relative de leur population respective.

La reconstitution des municipalités entraîne un partage, au 1^{er} janvier 2006, des actifs, des passifs et des surplus entre la Ville et chacune des municipalités reconstituées. Les principes et les règles régissant ce partage sont énoncés dans la *Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités* (Loi 9), dans le *Décret concernant l'agglomération de Montréal* (décret numéro 1229-2005) et dans les directives ministérielles portant sur le partage de l'actif et du passif et sur les régimes de retraite. Les travaux reliés à ce partage n'étant pas complétés, il n'a pas été possible d'en estimer l'incidence financière sur le bilan de la Ville.

2- ÉNONCÉ DES PRINCIPALES PRATIQUES ET CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers de la Ville sont présentés conformément aux principes comptables généralement reconnus en comptabilité municipale au Québec et aux particularités mentionnées ci-dessous.

Les états financiers des organismes compris dans le périmètre comptable de la Ville ne sont ni cumulés ni consolidés aux états financiers de la Ville. Des informations additionnelles relatives à ces organismes sont données à la note 22.

Les principales pratiques et conventions comptables sont les suivantes :

a) Méthode de comptabilité

La comptabilisation des transactions aux livres de la Ville s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les revenus et les dépenses sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Les transactions relatives aux éléments suivants existant avant le 1^{er} janvier 2001 se comptabilisent selon la méthode de la comptabilité de caisse à l'état des activités financières : les revenus d'intérêts sur les placements du fonds d'amortissement, incluant leur réinvestissement, et sur les créances à long terme ainsi que la dépense d'intérêts sur la dette à long terme, incluant tout refinancement jusqu'à son extinction. La contrepartie des intérêts courus à recevoir et à payer afférents à ces éléments existant avant le 1^{er} janvier 2001 est présentée au poste « Montant à pourvoir dans le futur – Autres ».

Les coûts et obligations découlant des régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs sont comptabilisés selon les méthodes décrites à la note 2 o).

b) Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers, conformément aux principes comptables généralement reconnus en comptabilité municipale au Québec et aux autres particularités mentionnées, exige que l'administration municipale formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des dépenses, des actifs, des passifs, des engagements et des éventualités. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Notes et tableaux complémentaires (suite)

31 décembre 2005

2- ÉNONCÉ DES PRINCIPALES PRATIQUES ET CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

c) Placements et prêts

Les placements temporaires, constitués de dépôts à terme et autres titres, sont présentés au moindre du coût et de la juste valeur.

Les placements à long terme sont présentés au coût et sont dévalués lorsque survient une baisse de valeur durable. L'escompte ou la prime relatifs aux placements sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire jusqu'à l'échéance. L'utilisation des sommes accumulées au compte « Placements – Fonds d'amortissement » est restreinte aux remboursements d'emprunts à long terme ne comportant pas de remboursement annuel.

Les prêts sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

d) Stocks

Les stocks sont comptabilisés au prix coûtant, établi selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

e) Propriétés immobilières destinées à la revente

Les propriétés immobilières destinées à la revente sont comptabilisées au coût.

f) Dépenses reportées

Les frais d'émission de titres sont amortis sur la durée des emprunts. Les pertes de change nettes non matérialisées sont amorties selon la méthode décrite à la note 2 s). Les dépenses d'élection sont amorties sur une période de 4 ans.

g) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de l'année qui suit leur date de mise en service. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	15 à 40 ans
Réseau d'électricité	20 à 40 ans
Bâtiments	25 à 40 ans
Améliorations locatives	10 à 15 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 à 25 ans
Autres	20 à 25 ans

L'amortissement est enregistré à l'état du coût des services municipaux.

h) Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière ou de valeur locative et à des contestations de codification prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

i) Revenus reportés

Lors de la cession d'immobilisations et de propriétés immobilières destinées à la revente, le produit de cession est comptabilisé aux revenus reportés jusqu'à concurrence du solde de l'ensemble de la dette associée au règlement d'emprunt et à l'état des activités financières pour l'excédent. Ces revenus reportés sont amortis linéairement sur la durée résiduelle du règlement d'emprunt. Les primes à l'émission de titres sont amorties sur la durée des emprunts et les revenus reportés résultant d'une vente de concession sont amortis linéairement sur la durée de l'entente.

Notes et tableaux complémentaires (suite)

31 décembre 2005

2- ÉNONCÉ DES PRINCIPALES PRATIQUES ET CONVENTIONS COMPTABLES (suite)**j) Subventions reportées**

Les subventions relatives à l'acquisition d'immobilisations sont présentées au bilan à titre de subventions reportées et amorties au même rythme que les immobilisations auxquelles elles se rapportent. L'amortissement est enregistré à l'état du coût des services municipaux.

k) Surplus affecté

Le surplus affecté correspond à la partie du surplus dont l'utilisation est réservée par la *Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais* ou par des résolutions adoptées par le conseil municipal.

l) Fonds réservés

Certaines sommes perçues par la Ville doivent être comptabilisées dans des comptes spéciaux et être utilisées à des fins spécifiques, notamment pour le programme de départs assistés et pour l'aménagement et l'entretien des parcs et terrains de jeux et d'unités de stationnement. De plus, la Ville a reflété dans ses états financiers des modifications législatives entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2006 en affectant au fonds réservé "gestion de l'eau" la taxe spéciale imposée pour le service de l'eau. Des montants correspondant à l'excédent des dépenses de fonctionnement et autres activités financières sur les revenus attribués à la gestion de l'eau, et aux dépenses d'investissement financées à même ce fonds réservé ont été respectivement virés aux activités financières et aux activités d'investissement.

m) Montant à pourvoir dans le futur – Autres

Les intérêts sont comptabilisés selon la méthode décrite en 2 a). Les avantages sociaux au 1^{er} janvier 2000 de certains employés sont amortis sur une période qui n'excède pas la durée estimative du reste de leur carrière active. Cet amortissement est imputé à l'état des activités financières.

n) Subventions

Les revenus de subventions sont constatés à l'état des activités financières lors de l'enregistrement des dépenses de fonctionnement et des autres activités financières auxquelles elles se rapportent dans la mesure où la Ville a satisfait aux critères d'admissibilité.

o) Coûts et obligations découlant des régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs

La Ville offre à ses employés différents régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs. En vertu de ces régimes, des prestations de retraite leur sont versées et certains avantages complémentaires de retraite, liés à l'assurance-vie et aux assurances couvrant le remboursement des frais médicaux et dentaires, leur sont accordés.

De plus, des avantages postérieurs à l'emploi sont aussi fournis aux employés. Ces avantages comprennent notamment les prestations de remplacement du revenu, les prestations complémentaires de chômage, le maintien des protections durant des périodes d'absence temporaire et certaines allocations de départ.

- Régimes de retraite à prestations déterminées et autres avantages sociaux futurs

L'obligation relative aux régimes de retraite à prestations déterminées et autres avantages sociaux futurs, nette des éléments d'actif, est présentée au bilan. L'obligation est calculée à partir d'évaluations actuarielles basées sur des hypothèses actuarielles qui incorporent la meilleure estimation de l'administration municipale reliée, entre autres, aux taux d'actualisation, aux taux de rendement prévus pour les actifs des régimes et aux taux de croissance des salaires et des coûts des régimes des soins de santé. Les éléments d'actif de ces régimes sont évalués selon une valeur liée au marché, établie sur une période n'excédant pas cinq ans. La contrepartie de l'obligation nette est présentée au bilan au poste « Montant à pourvoir dans le futur ». Les évaluations actuarielles des obligations liées aux régimes de retraite sont établies au moins à tous les trois ans et selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service avec une projection des salaires. La dépense liée aux régimes de retraite comprend la cotisation due pour les services courants et la cotisation due pour les versements spéciaux et les autres déficits constatés. La dépense des autres avantages sociaux futurs, soit les avantages complémentaires de retraite, les avantages postérieurs à l'emploi, les congés rémunérés et les prestations de cessation d'emploi, est comptabilisée selon la méthode de la comptabilité de caisse.

- Régimes de retraite à cotisations déterminées

Certains employés participent à ce type de régime où la cotisation de la Ville représente un pourcentage de la rémunération. La dépense de l'exercice correspond à la cotisation due en contrepartie des services courants et à la cotisation liée à l'amortissement des modifications des régimes.

Notes et tableaux complémentaires (suite)

31 décembre 2005

2- ÉNONCÉ DES PRINCIPALES PRATIQUES ET CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

- Régime de retraite des élus municipaux

Les élus municipaux participent à un régime de retraite à prestations déterminées administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances du Québec. La dépense de l'exercice correspond à la cotisation due en contrepartie des services courants.

p) Coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides

La Ville assumera, pour une période estimée à 20 ans, les coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides qu'elle a exploitées. Ces coûts provisionnés correspondent à la valeur actualisée des dépenses liées au recouvrement final du site ainsi qu'au contrôle et à l'entretien des systèmes de captage et de traitement des biogaz et des produits de lixiviation. Ces coûts estimatifs sont constatés en fonction de la capacité utilisée des décharges.

Les hypothèses relatives au calcul de ces coûts sont révisées périodiquement pour tenir compte des progrès dans la gestion des décharges contrôlées de déchets solides.

q) Obligations environnementales

La Ville comptabilise un passif environnemental lorsque l'application de mesures correctives est probable et que les coûts de ces mesures peuvent être estimés de façon raisonnable.

r) Remboursement de la dette à long terme

Ce poste représente les remboursements d'emprunts et les versements au fonds d'amortissement relatifs aux emprunts contractés.

s) Conversion des devises

Les revenus et les dépenses résultant d'opérations conclues en devises sont convertis en dollars canadiens aux cours en vigueur à la date des transactions.

Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis aux taux de change en vigueur à la date du bilan.

Les remboursements d'emprunts et les versements au fonds d'amortissement, relatifs à des emprunts libellés en devises qui ne font pas l'objet d'une couverture contre les risques de change, sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de la transaction. Pour ces emprunts, les gains ou les pertes résultant de l'écart entre le taux de conversion original et le taux de conversion à la date du remboursement ou du versement sont imputés à l'état des activités financières.

Le gain ou la perte de change rattaché à un élément monétaire à long terme libellé en devises mais ne faisant pas l'objet d'une couverture contre les risques de change est constaté dans les états financiers à titre d'élément reporté et imputé à l'état des activités financières selon la méthode de l'amortissement linéaire. Pour les emprunts contractés à compter du 31 décembre 1992, l'amortissement est calculé sur la durée restante des emprunts et pour ceux contractés avant cette date, sur la durée résiduelle des règlements d'emprunt.

t) Instruments financiers dérivés

La Ville utilise des instruments financiers dérivés dans le but de réduire le risque de change et le risque de taux d'intérêt auxquels l'expose sa dette à long terme. Elle n'utilise pas d'instruments financiers à des fins de transaction ou de spéculation.

La Ville utilise des contrats de swaps de devises dans le cadre de la gestion du risque associé aux emprunts libellés en devises étrangères. Ces swaps de devises sont convertis aux taux de change en vigueur à la date du bilan. Ceux qui constituent des actifs financiers sont retranchés de la dette à long terme, ceux qui constituent des passifs financiers y sont ajoutés. Les gains et les pertes reliés à ces dérivés sont constatés dans la même période que les gains et les pertes de change rattachés à la dette correspondante et sont portés en réduction de ces derniers.

De plus, la Ville utilise des contrats de swaps de taux d'intérêt dans le cadre de la gestion du risque de taux d'intérêt relié à sa dette. Ces contrats donnent lieu à des échanges d'intérêt qui sont comptabilisés à titre d'ajustement des frais de financement. Les montants à payer à des contreparties ou à recevoir de contreparties sont pris en compte à titre d'ajustement des intérêts courus sur la dette correspondante.

Notes et tableaux complémentaires (suite)

31 décembre 2005

2- ÉNONCÉ DES PRINCIPALES PRATIQUES ET CONVENTIONS COMPTABLES (suite)**u) Présentation des dépenses de fonctionnement**

La fonction « administration générale » comprend l'ensemble des activités relatives à l'administration et à la gestion municipale. Les dépenses sont liées notamment au fonctionnement du conseil, à l'application de la loi et à la gestion financière, administrative et du personnel.

La fonction « sécurité publique » comprend les activités liées à la protection des personnes et de la propriété. Elle comporte toutes les dépenses relatives au contrôle, à la prévention et aux mesures d'urgence en matière de sécurité civile.

La fonction « transport » comprend l'ensemble des activités relatives à la planification, à l'organisation et à l'entretien des réseaux routiers ainsi qu'au transport des personnes et des marchandises.

La fonction « hygiène du milieu » comprend les dépenses relatives à l'eau et aux égouts, à la gestion des déchets et à la protection de l'environnement.

La fonction « santé et bien-être » comprend l'ensemble des services d'hygiène publique et de bien-être destinés aux personnes.

La fonction « aménagement, urbanisme et développement » comprend l'ensemble des activités relatives à l'élaboration et au maintien du schéma d'aménagement ou du plan d'urbanisme, ainsi que les dépenses liées à l'élaboration des programmes de développement économique de la Ville.

La fonction « loisirs et culture » comprend l'ensemble des activités de planification, d'organisation et de gestion des programmes de loisirs et de culture.

La fonction « réseau d'électricité » comprend les dépenses relatives à l'opération d'un réseau d'électricité.

La fonction « frais de financement » regroupe les intérêts et autres frais relatifs au financement des activités municipales.

v) Données budgétaires

Les données budgétaires cumulent les prévisions approuvées par le conseil en décembre 2004.

3- ENCAISSE ET PLACEMENTS
(en milliers de dollars)

	2005			2004
	Fonds d'amortissement	Autres	Total	Total
Découvert bancaire		(34 166)	(34 166)	(7 034)
Placements				
Dépôts à terme et autres titres	28 163	469 315	497 478	562 851
Obligations et débetures	1 018 141	25 136	1 043 277	1 037 862
	1 046 304	460 285	1 506 589	1 593 679
Moins : tranche échéant à moins d'un an	52 384	439 152	491 536	639 313
	993 920	21 133	1 015 053	954 366

Au 31 décembre 2004, les placements du fonds d'amortissement et les autres placements se chiffrent respectivement à 1 043,4 M\$ et 550,3 M\$.

La juste valeur des placements s'établit à 1 587,1 M\$ (1 658,3 M\$ en 2004).

Les obligations et débetures détenues par la Ville se composent essentiellement de titres émis par des gouvernements et leurs organismes, des municipalités, des commissions scolaires, des cégeps, des CLSC et des hôpitaux. Elles comprennent notamment des obligations de la Ville qui s'élèvent à 133,2 M\$ (135,7 M\$ en 2004).

La quasi-totalité des placements sont libellés en dollars canadiens au 31 décembre 2005 ainsi qu'au 31 décembre 2004.

Notes et tableaux complémentaires (suite)

31 décembre 2005

3- ENCAISSE ET PLACEMENTS (suite)
(en milliers de dollars)

Les échéances des placements détenus par la Ville s'établissent comme suit :

	<u>Dépôts à terme et autres titres</u>	<u>Obligations et déventures</u>	<u>Total</u>	<u>Taux d'intérêt nominal pondéré</u>
2006	497 478	28 224	525 702	3,47 %
2007		96 096	96 096	6,16 %
2008		145 216	145 216	7,88 %
2009		115 079	115 079	8,42 %
2010		146 786	146 786	6,34 %
2011 à 2024		511 876	511 876	6,01 %
	<u>497 478</u>	<u>1 043 277</u>	<u>1 540 755</u>	

4- DÉBITEURS
(en milliers de dollars)

	<u>2005</u>	<u>2004</u>
Taxes	105 149	83 624
Gouvernement du Canada et ses entreprises	77 882	41 779
Gouvernement du Québec et ses entreprises	71 989	70 140
Organismes municipaux	3 525	1 682
Services rendus et autres	153 243	154 315
	<u>411 788</u>	<u>351 540</u>

Une provision pour créances douteuses de 103,5 M\$ (93,7 M\$ en 2004) a été déduite des débiteurs.

5- DÉPENSES REPORTÉES ET AUTRES ACTIFS
(en milliers de dollars)

	<u>2005</u>	<u>2004</u>
Frais d'émission de titres	28 549	25 597
Dépenses d'élection	9 810	
Programme de départs assistés		6 219
Autres actifs	20 466	14 651
	<u>58 825</u>	<u>46 467</u>

Notes et tableaux complémentaires (suite)

31 décembre 2005

6- CRÉANCES À LONG TERME
(en milliers de dollars)

	2005	2004
Sommes à recouvrer de tiers pour le remboursement de la dette à long terme et autres éléments à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	1 367 256	1 389 441
Autres tiers	67	70
Autres créances		
Gouvernement du Québec et ses entreprises (1)	61 097	36 935
Prêts – Office municipal d'habitation de Montréal (2)	7 770	7 770
Autres	23 010	7 776
	1 459 200	1 441 992
Moins : tranche recouvrable à moins d'un an	97 001	76 644
	<u>1 362 199</u>	<u>1 365 348</u>

(1) Créances, portant intérêt à des taux variant entre 2,73 % et 4,98 %, encaissables jusqu'en 2020.

(2) Prêts, sans intérêt, encaissables de 2006 à 2033.

La juste valeur des créances s'établit à 1 625,8 M\$ (1 595 M\$ en 2004).

Les encaissements des sommes à recouvrer du gouvernement du Québec et ses entreprises pour le remboursement de la dette à long terme, dont les modalités sont déterminées au 31 décembre 2005, s'établissent comme suit :

	Encaissements	Taux d'intérêt nominal pondéré	Refinancement
2006	75 117	5,65 %	97 857
2007	65 462	5,67 %	31 709
2008	60 594	5,52 %	87 475
2009	55 912	5,73 %	19 355
2010	54 242	5,82 %	36 197
2011 à 2027	435 303	6,64 %	248 017
	<u>746 630</u>		<u>520 610</u>

Notes et tableaux complémentaires (suite)

31 décembre 2005

7- IMMOBILISATIONS
(en milliers de dollars)

Catégories	2005			2004
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
Infrastructures	8 430 126	3 525 226	4 904 900	4 812 824
Réseau d'électricité	26 023	11 831	14 192	14 004
Bâtiments	1 706 209	808 078	898 131	837 363
Améliorations locatives	38 697	18 298	20 399	23 020
Véhicules	381 704	233 032	148 672	136 783
Ameublement et équipement de bureau	239 192	105 044	134 148	118 738
Machinerie, outillage et équipement	97 804	62 061	35 743	39 276
Autres	43 343	33 726	9 617	10 200
	<u>10 963 098</u>	<u>4 797 296</u>	<u>6 165 802</u>	<u>5 992 208</u>
Subventions reportées	<u>1 915 100</u>	<u>685 312</u>	<u>1 229 788</u>	<u>1 180 748</u>

Au 31 décembre 2004, le coût des immobilisations et l'amortissement cumulé s'élèvent respectivement à 10 591,7 M\$ et 4 599,5 M\$. Pour les subventions reportées et l'amortissement cumulé y afférant, les montants s'élèvent respectivement à 1 820,3 M\$ et 639,6 M\$.

8- MARGES DE CRÉDIT

La Ville dispose de marges de crédit à demande auprès de différentes institutions bancaires totalisant un maximum de 85 M\$. En vertu de ces ententes, les montants peuvent être prélevés en dollars canadiens ou américains à des taux variables fondés sur le taux préférentiel des institutions bancaires. Ces marges de crédit sont non garanties et renouvelables annuellement. Au 31 décembre 2005, les marges de crédit ne sont pas utilisées.

9- CRÉDITEURS, PROVISIONS ET CHARGES À PAYER
(en milliers de dollars)

	2005	2004
Fournisseurs	264 181	224 294
Salaires, déductions à la source et avantages sociaux	350 449	358 877
Intérêts courus à payer sur la dette à long terme	81 301	97 002
Provisions		
Contestations d'évaluation	95 632	76 892
Coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides	30 578	38 288
Organismes du périmètre comptable	6 311	6 810
Autres	77 974	58 747
Dépôts et retenues de garantie	42 140	41 291
Gouvernement du Québec et ses entreprises	34 653	33 831
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10 322	7 559
Divers	15 413	19 134
	<u>1 008 954</u>	<u>962 725</u>

Notes et tableaux complémentaires (suite)

31 décembre 2005

10- MONTANT PERÇU D'AVANCE – RECONSTITUTION DES MUNICIPALITÉS

Depuis le 1^{er} janvier 2006, la Ville continue à assumer certaines dettes attribuables aux municipalités reconstituées. Afin de rembourser ces dettes à la Ville, et conformément aux modalités prévues au *Décret concernant l'agglomération de Montréal*, le comité de transition a, avec l'autorisation du ministre des Affaires municipales et des Régions, contracté un emprunt de 253,4 M\$. Le 29 décembre 2005, le produit de cet emprunt a été versé à la Ville. De ce montant, 38,3 M\$ ont servi à rembourser des emprunts contractés par les municipalités reconstituées et arrivés à échéance en 2005. En 2006, le solde de 215,1 M\$ sera porté en diminution des pouvoirs d'emprunt de règlements déjà autorisés.

11- REVENUS REPORTÉS

(en milliers de dollars)

	2005	2004
Cession d'immobilisations et de propriétés immobilières destinées à la revente	31 046	31 393
Vente de concession	38 000	40 000
Prime à l'émission de titres	45 661	
Cession de collections de livres		35 000
Régime de retraite	9 843	10 813
Gains de change nets non matérialisés	7 863	4 338
Divers	13 966	15 013
	<u>146 379</u>	<u>136 557</u>

12- DETTE À LONG TERME

(en milliers de dollars)

	2005	2004
Obligations et billets		
En dollars canadiens (1)	6 200 094	6 080 537
En monnaies étrangères	230 641	249 789
Autres dettes à long terme		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	3 879	4 134
Gouvernement du Québec et ses entreprises	231	340
Autres	11 860	12 242
	<u>6 446 705</u>	<u>6 347 042</u>
Tranche exigible à moins d'un an	<u>297 076</u>	<u>430 695</u>
	<u>6 149 629</u>	<u>5 916 347</u>

(1) Comprend la dette à long terme reliée au remboursement de l'obligation nette des régimes de retraite qui se chiffre à 1 477,4 M\$ (1 103 M\$ en 2004).

Notes et tableaux complémentaires (suite)

31 décembre 2005

12- DETTE À LONG TERME (suite)
(en milliers de dollars)

Le recouvrement de la dette à long terme aux fins de son remboursement se répartit de la façon suivante :

	<u>2005</u>	<u>2004</u>
À la charge des contribuables		
Une partie de la municipalité	2 746 096	2 645 906
Ensemble de la municipalité	1 148 904	1 123 757
Sommes accumulées pour le remboursement	1 077 359	1 074 790
À recouvrer de tiers		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	1 267 240	1 309 238
Autres tiers	67	70
Par le biais de redevances	<u>207 039</u>	<u>193 281</u>
	<u>6 446 705</u>	<u>6 347 042</u>

La Ville utilise des contrats de swaps de devises et de taux d'intérêt pour des emprunts totalisant 875,1 M\$ (1 020,4 M\$ en 2004). Les passifs financiers associés à ces swaps, qui se chiffrent à 167,9 M\$ (131,7 M\$ en 2004), sont compris dans le montant de la dette à long terme.

En considérant ces swaps, la quasi-totalité des emprunts de la Ville portent intérêt à taux fixe. Au 31 décembre 2005, les emprunts contractés en devises ne faisant pas l'objet d'une couverture s'élèvent à 230,6 M\$ (249,8 M\$ en 2004) et la perte sur change relative à ceux-ci se chiffre à 35,8 M\$ (54,1 M\$ en 2004). À cet effet, une provision de 53,6 M\$ (50,9 M\$ en 2004) est enregistrée au fonds d'amortissement.

Au cours de l'exercice, la Ville a versé 211,6 M\$ (210,5 M\$ en 2004) au fonds d'amortissement et 219,7 M\$ (207,8 M\$ en 2004) pour le remboursement de la dette.

Notes et tableaux complémentaires (suite)

31 décembre 2005

12- DETTE À LONG TERME (suite)
(en milliers de dollars)

Les versements estimatifs sur la dette à long terme s'établissent comme suit :

Années d'échéance	2005					2004		
	Dollars canadiens (1)	Devises étrangères	Échéance	À refinancer	Échéance nette	Échéance	À refinancer	Échéance nette
2005						782 068	351 373	430 695
2006	557 182	874	558 056	260 980	297 076	522 001	261 596	260 405
2007	480 258	27 187	507 445	108 538	398 907	478 471	111 973	366 498
2008	598 798		598 798	198 718	400 080	564 450	198 718	365 732
2009	331 512	38 036	369 548	90 677	278 871	339 590	91 258	248 332
2010	560 760		560 760	114 545	446 215			
1 à 5 ans	2 528 510	66 097	2 594 607	773 458	1 821 149	2 686 580	1 014 918	1 671 662
6 à 10 ans	1 799 735	163 791	1 963 526	799 077	1 164 449	2 132 456	748 158	1 384 298
11 à 15 ans	171 495		171 495	14 133	157 362	173 764	14 133	159 631
16 à 20 ans	543 986		543 986	8 333	535 653	548 446	8 333	540 113
21 à 25 ans	1 496		1 496		1 496	2 338		2 338
2043	1 051 668		1 051 668		1 051 668	802 598		802 598
2045	119 174		119 174		119 174			
À perpétuité		753	753		753	860		860
TOTAL	6 216 064	230 641	6 446 705	1 595 001	4 851 704	6 347 042	1 785 542	4 561 500

(1) Incluant les emprunts contractés en devises faisant l'objet d'une couverture.

Sommaire de la dette :

	2005			2004		
	Devises étrangères	Dollars canadiens	%	Devises étrangères	Dollars canadiens	%
Dollars canadiens (1)		6 216 064	96,43		6 097 253	96,06
Dollars américains	138 374	161 330	2,50	139 124	167 450	2,64
Francs suisses	46 700	41 371	0,64	46 700	49 254	0,78
Yens japonais	2 750 000	27 187	0,42	2 750 000	32 225	0,51
Livres sterling	362	753	0,01	362	860	0,01
		6 446 705	100,00		6 347 042	100,00

(1) Incluant les emprunts contractés en devises faisant l'objet d'une couverture.

Notes et tableaux complémentaires (suite)

31 décembre 2005

12- DETTE À LONG TERME (suite)
(en milliers de dollars)**Taux d'intérêt**

Les taux d'intérêt présentés dans le tableau tiennent compte du taux d'intérêt nominal et de l'incidence des swaps de taux d'intérêt.

Années d'échéance	2005			2004
	Dollars canadiens	Devises étrangères	Moyenne pondérée	Moyenne pondérée
1 à 5 ans	6,14 %	4,07 %	6,06 %	6,24 %
6 à 10 ans	5,84 %	3,48 %	5,81 %	6,00 %
11 à 15 ans	6,10 %	3,00 %	6,10 %	6,17 %
16 à 20 ans	5,89 %	3,00 %	5,89 %	5,98 %
21 à 25 ans	6,00 %	3,00 %	6,00 %	6,00 %
2043	6,00 %	3,00 %	6,00 %	6,00 %
2045	4,24 %	3,00 %	4,23 %	
À perpétuité		3,00 %	3,00 %	3,00 %
Moyenne pondérée	6,00 %	3,00 %	5,97 %	6,08 %

Juste valeur

La juste valeur de la dette se chiffre à 7 074,8 M\$ (6 901,9 M\$ en 2004). Elle comprend des passifs financiers associés à des swaps de devises et de taux d'intérêt de 230,2 M\$ (196,3 M\$ en 2004).

13- RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**Obligation nette**

Le tableau suivant présente l'obligation nette liée aux régimes de retraite à prestations déterminées et autres avantages sociaux futurs offerts aux employés de la Ville :

(en milliers de dollars)

	2005	2004
Régimes de retraite		
Valeur actuarielle des prestations constituées	9 308 552	8 989 343
Valeur actuarielle de l'actif	9 302 370	8 500 183
Obligation	6 182	489 160
Provision pour moins-value	519 750	461 266
Obligation nette – Régimes de retraite	525 932	950 426
Autres avantages sociaux futurs		
Valeur actuarielle des prestations constituées	96 385	92 537
Obligation nette – Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs	622 317	1 042 963

Notes et tableaux complémentaires (suite)

31 décembre 2005

13- RÉGIME DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)

La valeur actuarielle des prestations constituées d'un certain nombre de régimes de retraite excède la valeur actuarielle de leur actif. Au 31 décembre 2005, l'obligation relative à ces régimes se chiffre à 577,1 M\$ (990,9 M\$ en 2004). La juste valeur de l'actif de ces régimes totalise 5 062 M\$ (4 674,2 M\$ en 2004).

De même, la valeur actuarielle de l'actif des autres régimes de retraite excède la valeur actuarielle de leurs prestations constituées d'un montant totalisant 570,9 M\$ (501,7 M\$ en 2004). Compte tenu des ententes intervenues à ce jour entre l'administration municipale et les participants à ces régimes de retraite quant au partage des excédents, la portion attribuée à l'employeur a été fixée à 51,2 M\$ (40,4 M\$ en 2004). Une provision pour moins-value de 519,7 M\$ (461,3 M\$ en 2004) a été comptabilisée afin de refléter l'existence d'excédents projetés dont les modalités de partage restent à négocier. La juste valeur de l'actif de ces régimes totalise 4 731,9 M\$ (3 942 M\$ en 2004).

En 2005, le rendement moyen net sur les sommes investies est estimé à 12,5 % (9,6 % en 2004). Ce rendement témoigne des différentes politiques de placement adoptées par les commissions des régimes de retraite et de l'évolution des marchés financiers. Les rendements nets varient entre 8,5 % et 18,8 % (entre 4,1 % et 14,5 % en 2004).

Hypothèses actuarielles

Les principales hypothèses utilisées dans le calcul de l'obligation nette et dans le cadre des évaluations actuarielles réalisées au cours de la période s'échelonnant du 31 décembre 2001 au 31 décembre 2004 sont présentées dans le tableau suivant :

	Régimes de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Taux pondéré d'actualisation	6,8 %	6,5 %
Taux pondéré de rendement prévu pour les actifs	6,8 %	
Taux pondéré de croissance des salaires	3,8 %	3,25 %

En 2005, les taux d'actualisation varient entre 5 % et 7 % (entre 4,5 % et 7,25 % en 2004) et les taux de rendement prévu pour les actifs entre 4,5 % et 7 % (entre 4,5 % et 7,25 % en 2004). En 2005 et 2004, les taux de croissance des salaires variaient entre 2 % et 5,5 %.

Les taux de croissance des régimes de soins de santé varient selon la nature des soins. Dans le cas des soins dentaires, des frais d'hospitalisation et des autres frais médicaux, le taux de croissance annuel est estimé à 3,25 % alors que pour les médicaments, le taux de croissance annuel est fixé à 9,7 % en 2005 pour décroître de façon graduelle à un taux de 4,25 % en 2012.

Remboursement de l'obligation nette d'un régime de retraite

Au cours de l'exercice, la Ville a remboursé la dette actuarielle d'un régime de retraite faisant l'objet d'un acte notarié évaluée à 411 M\$. Ce remboursement a été financé en partie par l'émission d'une obligation non négociable à taux d'intérêt progressif au nom du régime de retraite de 119,2 M\$ (obligation émise le 15 septembre 2005 aux taux de 5,0 % jusqu'en septembre 2010, de 5,5 % jusqu'en septembre 2015 et de 6,0 % jusqu'en septembre 2045) et par l'émission d'emprunts sur les marchés financiers de 250 M\$ (obligations à fonds d'amortissement émises le 30 septembre 2005 au taux de 6,0 % échéant le 1^{er} juin 2043) et de 12,4 M\$ (obligations en séries, émises le 30 septembre 2005 aux taux variant de 2,85 % à 3,3 % échéant de 2006 à 2010). Au 31 décembre, le financement à long terme non effectué se chiffre à 23,4 M\$.

Dépense de l'exercice

Outre le remboursement de l'obligation nette d'un régime de retraite, la dépense de l'exercice se chiffre à 182,3 M\$ (148,4 M\$ en 2004). Elle est répartie ainsi entre les différents types de régimes offerts :

(en milliers de dollars)	2005	2004
Régimes de retraite à prestations déterminées	179 409	144 381
Autres régimes de retraite	2 933	3 980
	<u>182 342</u>	<u>148 361</u>

Notes et tableaux complémentaires (suite)

31 décembre 2005

13- RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)

Afin de pourvoir à ses obligations reliées à certains régimes de retraite, la Ville s'est engagée à effectuer des versements spéciaux dont les échéances s'échelonnent jusqu'au 31 décembre 2045. La valeur actualisée de ces versements représente 705,9 M\$ au 31 décembre 2005. Les versements annuels s'établissent ainsi pour les cinq exercices subséquents : 72 M\$ en 2006, 72 M\$ en 2007, 72,4 M\$ en 2008, 72,9 M\$ en 2009 et 70,1 M\$ en 2010.

Au cours de l'exercice, les cotisations payées par les participants et les prestations versées par les régimes de retraite ont totalisé 66,8 M\$ et 561,8 M\$ respectivement (68,2 M\$ et 539,8 M\$ respectivement en 2004).

14- SURPLUS AFFECTÉ

(en milliers de dollars)

	<u>2005</u>	<u>2004</u>
Arrondissements	112 989	107 681
Dépenses imprévues	23 443	57 909
Budget de l'exercice subséquent		39 429
Divers	31 379	36 450
	<u>167 811</u>	<u>241 469</u>

15- INVESTISSEMENT NET DANS LES ÉLÉMENTS D'ACTIF À LONG TERME

(en milliers de dollars)

	<u>2005</u>	<u>2004</u>
ACTIF		
Placements – Fonds d'amortissement	1 046 304	1 043 393
Propriétés immobilières destinées à la revente	154 502	153 002
Créances à long terme	1 398 103	1 405 057
Immobilisations	6 165 802	5 992 208
	<u>8 764 711</u>	<u>8 593 660</u>
PASSIF ET AVOIR DES CONTRIBUABLES		
Créditeurs	(2 262)	(2 360)
Revenus reportés – Gains de change nets non matérialisés	(7 863)	(4 338)
Subventions reportées	(1 229 788)	(1 180 748)
Dette à long terme	(6 446 705)	(6 347 042)
Dépenses d'investissement à financer à long terme	(544 725)	(254 995)
Dépenses d'activités financières à financer à long terme	(97 967)	(74 556)
	<u>(8 329 310)</u>	<u>(7 864 039)</u>
	<u>435 401</u>	<u>729 621</u>

Notes et tableaux complémentaires (suite)

31 décembre 2005

16- MONTANT À POURVOIR DANS LE FUTUR – AUTRES
(en milliers de dollars)

	Solde au 31 décembre 2004	Activités financières	Variation	Solde au 31 décembre 2005
Revenus				
Intérêts				
Placements du fonds d'amortissement	13 583		(1 226)	12 357
Créances à long terme	24 293		(2 044)	22 249
	<u>37 876</u>		<u>(3 270)</u>	<u>34 606</u>
Dépenses				
Avantages sociaux	(50 021)	6 624		(43 397)
Intérêts – Dette à long terme	(81 671)		17 046	(64 625)
	<u>(131 692)</u>	<u>6 624</u>	<u>17 046</u>	<u>(108 022)</u>
	<u>(93 816)</u>	<u>6 624</u>	<u>13 776</u>	<u>(73 416)</u>

17- DÉPENSES D'INVESTISSEMENT
(en milliers de dollars)

	2005			2004
	Immobilisations	Propriétés immobilières destinées à la revente	Créances à long terme	Total
Administration générale	52 031	4 584		56 615
Sécurité publique	23 305			23 305
Transport	221 398			221 398
Hygiène du milieu	108 656		22 517	131 173
Santé et bien-être	119			119
Aménagement, urbanisme et développement	17 094		15 568	32 662
Loisirs et culture	140 551		100	140 651
Réseau d'électricité	1 340			1 340
	<u>564 494</u>	<u>4 584</u>	<u>38 185</u>	<u>607 263</u>
				<u>558 858</u>

En 2004, les dépenses d'investissement se répartissent de la façon suivante : immobilisations, 550,2 M\$, propriétés immobilières destinées à la revente, 0,3 M\$ et créances à long terme, 8,4 M\$.

Notes et tableaux complémentaires (suite)

31 décembre 2005

18- VARIATION NETTE DES AUTRES ÉLÉMENTS À COURT TERME
(en milliers de dollars)

	<u>2005</u>	<u>2004</u>
Débiteurs (1)	(63 518)	16 273
Stocks	(2 077)	780
Créditeurs, provisions et charges à payer (1)	<u>63 275</u>	<u>4 046</u>
	<u>(2 320)</u>	<u>21 099</u>

(1) Ces montants excluent la variation des intérêts courus à recevoir sur les placements du fonds d'amortissement et les créances à long terme ainsi que la variation des intérêts courus à payer sur la dette à long terme qui sont présentées au compte « Montant à pourvoir dans le futur – Autres ».

19- INSTRUMENTS FINANCIERS**Utilisation d'instruments dérivés**

La Ville utilise des instruments financiers dérivés dans le but de réduire le risque de change et le risque d'intérêt auxquels l'expose sa dette. Elle n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction et de spéculation.

Positions de change et d'intérêt

Au 31 décembre 2005, en considérant l'utilisation des contrats de swaps de devises et de taux d'intérêt, la quasi-totalité des emprunts de la Ville sont libellés en dollars canadiens et portent intérêt à taux fixe.

Risque de crédit

Dans le cadre de l'utilisation d'instruments financiers dérivés, la Ville est sujette à des pertes sur créances découlant de défauts de paiement par des tierces parties. La Ville considère que ces parties seront en mesure de rencontrer leurs obligations puisqu'elle ne traite qu'avec des institutions reconnues ayant une cote de crédit supérieure à la sienne.

Juste valeur

La juste valeur de l'encaisse, des débiteurs et des créditeurs, provisions et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de l'échéance prochaine de ces instruments financiers.

Le tableau qui suit illustre la juste valeur et la valeur comptable des autres instruments financiers :

(en milliers de dollars)	<u>2005</u>		<u>2004</u>	
	<u>Juste valeur</u>	<u>Valeur comptable</u>	<u>Juste valeur</u>	<u>Valeur comptable</u>
Placements	1 587 075	1 540 755	1 658 300	1 600 713
Créances à long terme	1 625 843	1 459 200	1 594 955	1 441 992
Dette à long terme	7 074 848	6 446 705	6 901 868	6 347 042

La juste valeur des placements correspond au montant auquel ils pourraient être échangés sur le marché entre parties indépendantes. La juste valeur des créances à long terme et de la dette à long terme est fondée essentiellement sur le calcul des flux monétaires actualisés en utilisant les taux de rendement ou le cours du marché en fin d'exercice d'instruments similaires ayant la même échéance. La juste valeur des swaps reflète le montant que la Ville encaisserait ou débourserait si ces contrats étaient terminés à cette date. Au 31 décembre 2005, la juste valeur et la valeur comptable des passifs financiers associés aux swaps se chiffrent à 230,2 M\$ et 167,9 M\$ (196,3 M\$ et 131,7 M\$ en 2004). Ils sont compris dans les montants de la dette à long terme.

Notes et tableaux complémentaires (suite)

31 décembre 2005

20- ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

a) Contrats de location

En vertu de contrats de location de propriétés, la Ville s'est engagée à effectuer des versements pour un montant global de 235,7 M\$. Les montants qui seront versés au cours des prochains exercices s'établissent comme suit :

2006	2007	2008	2009	2010	2011-2067	Total
48,8 M\$	40,7 M\$	33,5 M\$	29,8 M\$	20,9 M\$	62,0 M\$	235,7 M\$

b) Stationnement tarifé

En 1995, la Ville a confié l'exclusivité de ses activités relatives au stationnement tarifé en autoparc et sur rue pour une portion de son territoire à un organisme privé en vertu d'une entente échéant le 31 décembre 2024 et renouvelable pour une période additionnelle minimale de dix ans. À l'expiration de cette entente, la Ville s'est engagée à acheter de l'organisme les immobilisations ayant trait au stationnement tarifé à leur juste valeur marchande. Toutefois, pour la durée complète de l'entente, la Ville bénéficie d'une option d'achat sur les terrains de stationnement correspondant au prix d'acquisition payé par l'organisme. Au 31 décembre 2005, la valeur comptable nette de ces immobilisations, incluant le coût d'acquisition des terrains de stationnement de 7,1 M\$, est de 14,3 M\$. De plus, la Ville s'est portée garante d'un emprunt dont le solde s'élève à 25,3 M\$.

c) Réclamations et assurances

Les réclamations pendantes en justice contre la Ville s'élèvent à 2 300,9 M\$. Elles comprennent notamment une poursuite, pouvant atteindre 1 600 M\$, relative à la présence d'herbe à poux en fleurs sur les terrains détenus par la Ville. Les avocats de la Ville considèrent que le règlement de ces réclamations n'aura pas d'incidence défavorable importante sur la situation financière de la Ville.

La Ville prendra fait et cause dans toute poursuite découlant de l'exécution du mandat de la Société du parc Jean-Drapeau.

La Ville ne contracte aucune assurance contre les risques. Par contre, en vertu de sa charte, elle doit prévoir à son budget une somme d'au moins 1 % de ses dépenses afin de couvrir les dépenses non prévues au budget, le règlement des réclamations et le paiement des condamnations judiciaires.

d) Environnement

La Ville, à titre de propriétaire de terrains contaminés, pourrait être tenue de poser certains gestes pour se conformer à la *Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives relativement à la protection et à la réhabilitation des terrains*. Entre autres, il pourrait s'agir de caractériser et, si requis, de réhabiliter un terrain après son utilisation ou lorsqu'elle en change l'utilisation. La Ville ne peut présentement établir le coût des mesures à apporter, ni leur mode de financement.

e) Dette indirecte

Au 31 décembre 2005, la responsabilité de la Ville à l'égard de la dette des organismes suivants se chiffre à :

(en milliers de dollars)	
Anjou 80	3 730
Société de développement de Montréal	95 922
Société d'habitation et de développement de Montréal	132 852
Société de transport de Montréal (1)	311 435
	<u>543 939 (2)</u>

(1) La Ville s'est portée garante des obligations de la Société de transport de Montréal qui ne seront pas remboursées par le gouvernement du Québec et par l'Agence métropolitaine de transport.

(2) De ces dettes, la Ville s'est portée garante, sans réserve, d'emprunts contractés par des sociétés dont le solde s'élève à 128,8 M\$ au 31 décembre 2005. La Ville est également responsable d'emprunts temporaires et hypothécaires de ces sociétés totalisant 190,3 M\$ au 31 décembre 2005.

Notes et tableaux complémentaires (suite)

31 décembre 2005

20- ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS (suite)

f) Propriété des installations olympiques

La *Loi sur la Régie des installations olympiques* prévoit que la propriété des installations olympiques revient à la Ville dès que le remboursement de la dette aura été complété (prévu au cours de 2006). La Ville a signifié au gouvernement du Québec son refus d'accepter un tel transfert. L'administration municipale n'est pas en mesure pour le moment de prévoir l'aboutissement de ce dossier.

21- COMMUNAUTÉ MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL (CMM)

La Ville fait partie de la CMM, un organisme de réglementation, de planification, de coordination et de financement dans l'exercice des compétences qui lui sont conférées par la *Loi sur la communauté métropolitaine de Montréal* dans les domaines reliés à l'aménagement du territoire, au développement économique, au développement artistique ou culturel, au logement social, aux équipements, infrastructures, services et activités à caractère métropolitain, au transport en commun et au réseau artériel métropolitain, à la planification de la gestion des matières résiduelles, à l'assainissement de l'atmosphère et à l'assainissement des eaux.

Au cours de l'exercice, la contribution de la Ville à la CMM s'élève à 32,7 M\$ (29 M\$ en 2004). Pour sa part, la CMM a versé à la Ville la somme de 53,1 M\$ (37,2 M\$ en 2004) pour les coûts d'exploitation de certains équipements métropolitains assumés par la Ville ainsi que pour le programme des logements sociaux.

22- INFORMATION SUR LES ORGANISMES COMPRIS DANS LE PÉRIMÈTRE COMPTABLE

La nature des activités de chacun des organismes compris dans le périmètre comptable se résume ainsi :

Anjou 80

Acquérir, restaurer, construire, démolir, louer et administrer des immeubles à des fins d'habitation, de loisirs, de récréation et autres fins accessoires.

Conseil des arts de Montréal (CDA)

Harmoniser, coordonner et encourager les initiatives d'ordre artistique ou culturel sur le territoire de la Ville. Il désigne aussi les organismes, les personnes ainsi que les manifestations artistiques ou culturelles qui bénéficient d'une subvention, en fixe le montant et en recommande le versement.

Conseil interculturel de Montréal (CIM)

Fournir des avis au conseil municipal et au comité exécutif sur les services et les pratiques municipales à mettre en œuvre afin de favoriser l'intégration et la participation des communautés culturelles à la vie politique, économique, sociale et culturelle de la Ville et sur toute question d'intérêt pour les communautés culturelles.

Office de consultation publique de Montréal (OCPM)

Proposer des règles visant à encadrer la consultation publique faite par toute instance de la Ville afin d'assurer la mise en place de mécanismes de consultation crédibles, transparents et efficaces, et procéder aux consultations publiques.

Société de développement de Montréal (SDM)

Acquérir, rénover, restaurer, construire, démolir, aménager, vendre, louer ou administrer des immeubles résidentiels, industriels, commerciaux et culturels situés sur le territoire de la Ville et, à la demande de la Ville, administrer des programmes de subventions relatifs à ces immeubles. De plus, elle peut sauvegarder, restaurer, rénover et réhabiliter des bâtiments d'intérêt historique ou architectural, et assurer la réalisation de toute entente conclue entre le gouvernement du Québec et la Ville relativement à la mise en valeur de l'arrondissement historique du Vieux-Montréal.

Société de gestion NauBerges de Lachine

Exploiter le potentiel récréo-touristique des berges du lac Saint-Louis.

Notes et tableaux complémentaires (suite)

31 décembre 2005

22- INFORMATION SUR LES ORGANISMES COMPRIS DANS LE PÉRIMÈTRE COMPTABLE (suite)

Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM)

Acquérir, rénover, restaurer, construire, démolir, vendre, louer ou administrer des immeubles sur le territoire de la Ville.

Société de transport de Montréal (STM)

Favoriser et organiser les déplacements collectifs des personnes voyageant sur le territoire de la Ville.

Société du parc Jean-Drapeau (SPJD) (antérieurement nommée la Société du parc des îles – SPI)

Exploiter, administrer et développer le parc Jean-Drapeau, constitué des îles Sainte-Hélène et Notre-Dame à Montréal, et gérer des activités à caractère récréatif, culturel et touristique.

a) Avoir net et résultats
(en milliers de dollars)

	SDM	SHDM	STM	Autres	Total 2005	Total 2004
Actif total	141 692	157 175	1 757 980	10 495	2 067 342	1 937 565
Passif total	136 683	143 668	1 398 657	8 632	1 687 640	1 503 682
Avoir net	5 009	13 507	359 323	1 863	379 702	433 883
Revenus	36 405	31 803	870 992	29 448	968 648	966 802
Dépenses	(37 646)	(30 962)	(752 270)	(31 119)	(851 997)	(828 829)
Autres activités financières			(115 129)		(115 129)	(137 296)
Affectations			(8 940)		(8 940)	2 269
Surplus (déficit)	(1 241)	841	(5 347)	(1 671)	(7 418)	2 946

Ces données financières ne sont ni cumulées ni consolidées dans les états financiers de la Ville.

Le coût des obligations de la STM détenues par la Ville à titre de placement s'élève à 10 M\$ (5,7 M\$ en 2004).

b) Contributions et subventions
(en milliers de dollars)

	2005	2004
Anjou 80		1 599
CDA	10 000	9 500
CIM	203	149
OCPM	1 465	1 489
SDM	2 368	3 018
SHDM	2 689	3 399
STM	276 200	269 311
SPJD	9 073	9 457
	301 998	297 922

Notes et tableaux complémentaires (suite)

31 décembre 2005

22- INFORMATION SUR LES ORGANISMES COMPRIS DANS LE PÉRIMÈTRE COMPTABLE (suite)**c) Engagements****Contrats de location**

En vertu de contrats de location de propriétés, la STM s'est engagée à effectuer des versements pour un montant global de 84 M\$ s'échelonnant jusqu'en 2023. Les montants qui seront versés au cours des cinq prochains exercices sont de 4,7 M\$ en 2006, 4,7 M\$ en 2007, 4,7 M\$ en 2008, 4,9 M\$ en 2009 et 4,8 M\$ en 2010.

Contrats d'acquisition d'autobus et de système et d'équipements de vente et de perception

Au cours des trois prochains exercices, la STM prévoit acquérir des autobus urbains dont le coût est estimé à 61,9 M\$. Elle compte aussi procéder au renouvellement du système centralisé et d'équipements de vente et de perception. Les coûts associés à ce renouvellement sont de 116,1 M\$ et ils s'échelonneront jusqu'en 2013.

23- CHIFFRES COMPARATIFS POUR L'EXERCICE 2004

Certains chiffres des états financiers 2004 ont été redressés pour les rendre conformes à la nouvelle présentation des états financiers de 2005.

Notes et tableaux complémentaires (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2005

TABLEAU 1 – DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT PAR OBJET

(en milliers de dollars)

	2005		2004
	Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération			
Élus	7 202	12 855 ⁽¹⁾	7 021
Employés	1 375 519	1 361 189	1 302 701
Cotisations de l'employeur			
Élus	2 108	2 405	3 861
Employés	417 431	399 366	356 154
Transport et communication	38 252	39 065	37 193
Services professionnels, techniques et autres			
Honoraires professionnels	39 930	54 456	48 094
Achats de services techniques	169 702	182 775	146 395
Autres	48 920	22 530	23 779
Location, entretien et réparation			
Location	85 847	81 001	76 218
Entretien et réparation	67 014	62 769	59 957
Biens non durables			
Fourniture de services publics	81 993	88 003	82 218
Autres biens non durables	168 092	169 153	163 358
Biens durables		2 142	
Frais de financement			
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de :			
La municipalité	297 211	284 505	302 660
Gouvernement du Québec et ses entreprises	112 440	112 258	115 430
Autres tiers	23 530	16 000	17 224
Autres frais de financement	1 473	575	680
Contributions à des organismes			
Organismes municipaux			
Société de transport de Montréal	268 000	276 200	269 311
Répartition des dépenses	33 051	32 675	29 245
Autres	28 389	26 546	28 975
Organismes gouvernementaux	34 350	37 242	35 137
Autres organismes	56 962	76 529	81 257
Autres objets			
Créances douteuses ou irrécouvrables	18 345	13 412	31 983
Autres	176 589	159 705	105 591
	3 552 350	3 513 356	3 324 442

(1) Incluant les allocations de départ et de transition pour un montant de 4,875 M\$ couvrant la période de 2002 à 2005.

Notes et tableaux complémentaires (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2005

TABLEAU 2 – DÉPENSES À FINANCER À LONG TERME*(en milliers de dollars)*

	2005	2004
Dépenses d'activités financières à financer à long terme		
Dépenses d'activités financières à financer à long terme au début de l'exercice	(74 556)	(351 219)
Surplus (déficit) des dépenses d'activités financières de l'exercice	(23 411)	276 663
Dépenses d'activités financières à financer à long terme à la fin de l'exercice	(97 967)	(74 556)
 Dépenses d'investissement à financer à long terme		
Dépenses d'investissement à financer à long terme au début de l'exercice	(254 995)	(120 354)
Déficit des activités d'investissement de l'exercice	(289 351)	(134 113)
Virement aux fonds réservés	(379)	(528)
Dépenses d'investissement à financer à long terme à la fin de l'exercice	(544 725)	(254 995)
 Dépenses à financer à long terme	(642 692)	(329 551)

Notes et tableaux complémentaires (suite)

31 décembre 2005

TABLEAU 3 – DETTE DIRECTE ET INDIRECTE ET DÉPENSES À FINANCER À LONG TERME

(en milliers de dollars)

	2005	2004
Dettes directes nettes et dépenses à financer à long terme		
Dettes à long terme (note 12)	6 446 705	6 347 042
Ajouter		
Dépenses d'activités financières à financer à long terme	97 967	74 556
Dépenses d'investissement à financer à long terme	544 725	254 995
Déduire		
Sommes à recouvrer de tiers pour le remboursement	1 367 323	1 389 511
Sommes accumulées pour le remboursement	1 077 359	1 074 790
Sommes à recouvrer par le biais de redevances	207 039	193 281
	4 437 676	4 019 011
Dettes indirectes nettes et dépenses à financer à long terme		
Organismes compris dans le périmètre comptable		
Société de transport de Montréal	311 435	267 943
Société d'habitation et de développement de Montréal	132 852	138 150
Société de développement de Montréal	95 922	82 892
Anjou 80	3 730	4 020
	543 939	493 005
Dettes directes et indirectes nettes et dépenses à financer à long terme	4 981 615	4 512 016

INFORMATION FINANCIÈRE – RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES (NON VÉRIFIÉS)

Analyse des revenus

Exercice terminé le 31 décembre 2005

(en milliers de dollars)

	2005		2004
	Budget	Réalisations	Réalisations
Taxes			
Sur la valeur foncière			
Taxe foncière générale	2 319 528	2 335 733	2 264 318
Taxes de secteur			
Taxes spéciales pour le service de la dette	7 695	8 136	8 819
Taxes spéciales pour les activités financières	36 860	37 456	19 717
Autres	1 601	1 227	
	<u>2 365 684</u>	<u>2 382 552</u>	<u>2 292 854</u>
Sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	248 632	245 553	243 586
Traitement des eaux usées	6 300	6 058	6 325
Matières résiduelles	14 087	14 127	13 853
Autres	804	933	
Service de la dette	34 541	35 310	36 973
Activités financières	169	15	
Activités d'investissement			20
	<u>304 533</u>	<u>301 996</u>	<u>300 757</u>
Taxes d'affaires			
Autres	5 728	7 134	5 969
	<u>310 261</u>	<u>309 130</u>	<u>306 726</u>
	<u>2 675 945</u>	<u>2 691 682</u>	<u>2 599 580</u>

Analyse des revenus (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2005

(en milliers de dollars)

	2005		2004
	Budget	Réalisations	Réalisations
Paielements tenant lieu de taxes			
Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Immeubles et établissements d'entreprise du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	35 071	36 390	28 623
Autres taxes, compensations et tarification	9 913	11 103	9 563
	44 984	47 493	38 186
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	44 600	43 775	45 590
Cégeps et universités	53 413	53 538	52 562
Écoles primaires et secondaires	41 131	41 912	31 580
	139 144	139 225	129 732
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	1 406	1 656	1 422
Taxes d'affaires		134	
Biens culturels classés	180	181	184
	1 586	1 971	1 606
	185 714	188 689	169 524
Gouvernement du Canada et ses entreprises			
Taxes sur la valeur foncière	47 656	49 567	40 941
Autres taxes, compensations et tarification	6 193	7 133	7 189
	53 849	56 700	48 130
Organismes municipaux			
Autres taxes, compensations et tarification	3 247	4 267	3 476
Autres	1 795	1 713	1 710
	58 891	62 680	53 316
	244 605	251 369	222 840

Analyse des revenus (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2005

(en milliers de dollars)

	2005		2004
	Budget	Réalisations	Réalisations
Autres revenus de sources locales			
Services rendus aux organismes municipaux			
Administration générale	10	652	659
Sécurité publique			
Sécurité incendie		75	
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale		23	29
Hygiène du milieu			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	146	167	171
Réseau de distribution de l'eau potable		10	13
Matières résiduelles		361	410
	146	538	594
Santé et bien-être	27 695	29 095	13 335
Loisirs et culture			
Activités récréatives	4		4
Activités culturelles	24 000	24 003	23 915
	24 004	24 003	23 919
	51 855	54 386	38 536

Analyse des revenus (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2005

(en milliers de dollars)

	2005		2004
	Budget	Réalisations	Réalisations
Autres revenus de sources locales (suite)			
Autres services rendus			
Administration générale	15 337	10 245	13 232
Sécurité publique	22 903	22 461	21 371
Transport	23 184	21 970	21 617
Hygiène du milieu	10 832	14 936	6 802
Santé et bien-être	233	245	242
Aménagement, urbanisme et développement	65 039	64 658	66 505
Loisirs et culture	40 305	42 239	42 035
Réseau d'électricité	24 514	23 417	23 412
Autres		14 012	24 123
	202 347	214 183	219 339
Autres revenus			
Impositions de droits			
Licences et permis	11 630	17 841	16 384
Droits de mutation immobilière	89 000	109 059	102 309
Autres	2	2	7
	100 632	126 902	118 700
Amendes et pénalités			
Contraventions – Circulation et stationnement	122 105	120 213	111 024
Autres – Amendes et pénalités	6 616	8 610	8 243
	128 721	128 823	119 267
Intérêts			
Arriérés de taxes	6 986	8 251	8 461
Fonds d'amortissement	55 427	56 375	60 851
Encaisse et autres intérêts	25 719	29 222	24 156
	88 132	93 848	93 468
Cessions d'actifs à long terme			
Immeubles industriels municipaux		129	144
Autres actifs	10 261	14 732	18 366
	10 261	14 861	18 510
Contributions des promoteurs	27 057	5 158	5 182
Autres	4 918	6 655	5 377
	359 721	376 247	360 504
	613 923	644 816	618 379

Analyse des revenus (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2005

(en milliers de dollars)

	2005		2004
	Budget	Réalisations	Réalisations
Transferts			
Transferts inconditionnels			
Subventions du gouvernement du Québec			
Compensation pour TGE-FSFAL	37 800	38 064	38 298
Villes-centres	8 000	7 938	7 938
Neutralité	11 400	11 327	11 374
Autres	37 900	38 549	37 446
	<u>95 100</u>	<u>95 878</u>	<u>95 056</u>
Transferts conditionnels			
Subventions gouvernementales			
Administration générale	29 879	16 226	12 081
Sécurité publique			
Police		30	1
Sécurité incendie	120	1 363	607
Sécurité civile			125
Autres		292	112
	<u>120</u>	<u>1 685</u>	<u>845</u>
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	33 112	47 477	29 448
Enlèvement de la neige		1 659	685
Autres		2 239	1 096
Transport collectif	50 346	46 206	53 026
Autres		6 407	12 416
	<u>83 458</u>	<u>103 988</u>	<u>96 671</u>
Hygiène du milieu			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	976	757	401
Réseau de distribution de l'eau potable	26 128	13 239	9 412
Traitement des eaux usées	76 645	75 532	79 642
Réseau d'égout	3 371	12 274	13 195
Matières résiduelles	16	323	168
Protection de l'environnement	5 262	1 682	171
Autres	1 277	(64)	3 223
	<u>113 675</u>	<u>103 743</u>	<u>106 212</u>

Analyse des revenus (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2005

(en milliers de dollars)

	2005		2004
	Budget	Réalisations	Réalisations
Transferts (suite)			
Transferts conditionnels (suite)			
Santé et bien-être	71 238	73 753	78 693
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage		782	302
Rénovation urbaine	32 496	27 778	19 500
Promotion et développement économique	15 012	13 259	12 893
Autres	2 558	789	12 708
	50 066	42 608	45 403
Loisirs et culture			
Activités récréatives	11 189	10 773	4 293
Activités culturelles			
Bibliothèques	39 202	46 505	5 458
Autres	618	5 798	6 001
	51 009	63 076	15 752
Réseau d'électricité		138	135
	399 445	405 217	355 792
Autres transferts conditionnels	319	726	8 848
	399 764	405 943	364 640
	494 864	501 821	459 696
Total des revenus	4 029 337	4 089 688	3 900 495

Analyse des dépenses de fonctionnement

Exercice terminé le 31 décembre 2005

(en milliers de dollars)

	2005		2004
	Budget	Réalisations	Réalisations
Administration générale			
Conseil	50 131	62 232	53 422
Application de la loi	42 857	42 430	40 513
Gestion financière et administrative	161 830	171 426	155 966
Greffe	16 792	17 334	16 099
Évaluation	22 555	19 648	19 754
Gestion du personnel	35 295	33 723	35 084
Autres	290 127	222 038	169 467
	619 587	568 831	490 305
Sécurité publique			
Police	469 584	467 097	450 410
Sécurité incendie	254 158	257 865	255 099
Sécurité civile	1 625	1 866	2 014
Autres	20 286	21 176	25 891
	745 653	748 004	733 414
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	122 775	119 249	107 682
Enlèvement de la neige	135 768	147 356	120 879
Éclairage des rues	30 955	25 777	26 914
Circulation et stationnement	34 037	35 889	39 516
	323 535	328 271	294 991
Transport collectif	297 378	305 000	296 561
Autres	5 647	4 908	3 717
	626 560	638 179	595 269
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	43 021	45 461	38 765
Réseau de distribution de l'eau potable	66 562	51 677	45 557
Traitement des eaux usées	52 212	54 127	49 128
Réseau d'égout	29 284	25 410	20 481
	191 079	176 675	153 931
Matières résiduelles			
Déchets domestiques			
Cueillette et transport	63 112	68 542	91 578
Élimination	20 424	19 233	20 364
Matières secondaires			
Cueillette et transport	30 091	25 683	22 820
Traitement	3 343	7 421	394
Élimination des matériaux secs	7 159	13 223	1 971
	124 129	134 102	137 127
Protection de l'environnement	10 296	10 274	9 885
Autres	425	130	3 306
	325 929	321 181	304 249

Analyse des dépenses de fonctionnement (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2005

(en milliers de dollars)

	2005		2004
	Budget	Réalisations	Réalisations
Santé et bien-être			
Inspection des aliments	4 187	3 956	3 695
Logement social	54 053	56 268	37 382
Sécurité du revenu, services publics d'emploi et santé communautaire	66 756	64 057	66 525
Autres	6 107	15 220	15 145
	131 103	139 501	122 747
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	41 645	44 477	39 796
Rénovation urbaine			
Biens patrimoniaux	9 108	5 588	6 656
Autres biens	65 693	61 023	42 853
	74 801	66 611	49 509
Promotion et développement économique			
Industries et commerces	66 426	70 961	56 968
Tourisme	1 498	1 614	1 652
Autres	755	949	2 026
	68 679	73 524	60 646
Autres	1 521	4 857	6 033
	186 646	189 469	155 984
Loisirs et culture			
Activités récréatives			
Centres communautaires	61 779	63 547	71 190
Patinoires intérieures et extérieures	42 131	43 645	41 261
Piscines, plages et ports de plaisance	38 399	38 540	36 579
Parcs et terrains de jeux	142 665	146 830	141 117
Expositions et foires	571	682	599
Autres	16 034	13 697	14 465
	301 579	306 941	305 211
Activités culturelles			
Centres communautaires	11 952	12 129	11 579
Bibliothèques	70 935	73 840	68 769
Patrimoine			
Musées et centres d'exposition	53 777	54 779	53 307
Autres	22 214	25 543	26 465
	158 878	166 291	160 120
	460 457	473 232	465 331
Réseau d'électricité	21 761	21 621	21 149

Analyse des dépenses de fonctionnement (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2005

(en milliers de dollars)

	2005		2004
	Budget	Réalisations	Réalisations
Frais de financement			
Dette à long terme			
Intérêts	418 106	404 116	425 385
Autres frais	15 075	8 648	9 929
	433 181	412 764	435 314
Autres frais de financement	1 473	574	680
	434 654	413 338	435 994
 Total des dépenses de fonctionnement	 3 552 350	 3 513 356	 3 324 442

Analyse du coût des services municipaux

Exercice terminé le 31 décembre 2005

(en milliers de dollars)

	2005		Amortissement
	Dépenses de fonctionnement	Frais de financement	Immobilisations
Administration générale			
Évaluation	19 648	136	990
Autres	549 183	42 951	16 387
	568 831	43 087	17 377
Sécurité publique			
Police	467 097	2 389	11 109
Sécurité incendie	257 865	22 173	6 348
Sécurité civile	1 866	176	337
Autres	21 176	1 211	22
	748 004	25 949	17 816
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	119 249	66 087	126 070
Enlèvement de la neige	147 356	7 925	5 619
Autres	61 666	12 053	12 319
Transport collectif	305 000	39 625	
Autres	4 908	71	127
	638 179	125 761	144 135
Hygiène du milieu			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	45 461	2 320	1 714
Réseau de distribution de l'eau potable	51 677	12 749	22 681
Traitement des eaux usées	54 127	76 175	36 339
Réseau d'égout	25 410	15 007	31 689
Matières résiduelles	134 102	2 762	6 741
Protection de l'environnement	10 274	48	528
Autres	130	17	437
	321 181	109 078	100 129
Santé et bien-être			
Logement social	56 268		567
Sécurité du revenu, services publics d'emploi et santé communautaire	64 057	10 456	
Autres	19 176		19
	139 501	10 456	586
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	44 477	5 636	2 866
Rénovation urbaine	66 611	7 472	1 659
Promotion et développement économique	73 524	11 665	912
Autres	4 857	20 952	17 906
	189 469	45 725	23 343
Loisirs et culture			
Activités récréatives	306 941	41 196	60 995
Activités culturelles			
Bibliothèques	73 840	4 928	3 074
Autres	92 451	7 050	7 669
	473 232	53 174	71 738
Réseau d'électricité	21 621	108	589
Frais de financement	413 338	(413 338)	
	3 513 356		375 713

Analyse du coût des services municipaux (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2005

2005					2004
Amortissement Subventions reportées (gouvernements et leurs entreprises)	Subventions de fonctionnement (gouvernements et leurs entreprises)	Services rendus	Gain sur dispositions	Coût des services municipaux	Coût des services municipaux
	(1)	(32)		20 741	19 611
(1 385)	(12 835)	(10 865)		583 436	495 164
(1 385)	(12 836)	(10 897)		604 177	514 775
	(30)	(22 027)		458 538	448 788
(303)	(959)	(257)	(14)	284 853	265 158
		(51)		2 328	2 190
	(199)	(201)		22 009	26 792
(303)	(1 188)	(22 536)	(14)	767 728	742 928
(11 342)	(4 476)	(3 755)	(27)	291 806	265 142
	(1 090)	(161)	(15)	159 634	131 111
(4)	(1 363)	(17 408)		67 263	86 037
	(22 803)			321 822	317 426
	42	(669)		4 479	3 616
(11 346)	(29 690)	(21 993)	(42)	845 004	803 332
(153)	(346)	(176)		48 820	43 706
(2 368)	(1 046)	(505)		83 188	80 106
(26 789)	(50 849)	(64)		88 939	88 877
(3 196)	(2 133)	(910)	(3)	65 864	61 735
(24)	(212)	(6 010)		137 359	141 643
	(1 682)	(7 793)		1 375	9 916
	64	(16)		632	1 639
(32 530)	(56 204)	(15 474)	(3)	426 177	427 622
(89)	(456)	(29 232)		27 058	23 703
	(62 207)			12 306	7 788
	(10 279)	(108)		8 808	8 909
(89)	(72 942)	(29 340)		48 172	40 400
(145)	(508)	(8 803)		43 523	32 692
(189)	(27 613)	(50 749)		(2 809)	(8 086)
(129)	(13 012)	(4 409)		68 551	63 132
(374)		(697)		42 644	47 323
(837)	(41 133)	(64 658)		151 909	135 061
(7 376)	(4 259)	(26 062)	(14)	371 421	372 658
(409)	(45 726)	(1 952)		33 755	68 611
(408)	(3 356)	(38 228)		65 178	64 852
(8 193)	(53 341)	(66 242)	(14)	470 354	506 121
(22)	(138)	(23 417)		(1 259)	(1 699)
(54 705)	(267 472)	(254 557)	(73)	3 312 262	3 168 540

Analyse des dépenses d'investissement selon leur nature

Exercice terminé le 31 décembre 2005

(en milliers de dollars)

	2005		2004
	Budget	Réalisations	Réalisations
Immobilisations			
Infrastructures			
Usines et bassins d'épuration	9 233	11 881	3 812
Conduites d'égout	22 555	37 141	44 015
Conduites d'aqueduc	92 629	35 520	34 915
Usines de traitement de l'eau potable	10 272	4 683	8 401
Parcs et terrains de jeux	60 435	56 762	50 476
Sites d'enfouissement et incinérateur		713	971
Chemins, rues, routes et trottoirs	151 139	130 787	143 199
Ponts, tunnels et viaducs	42 284	40 418	35 293
Terrains de stationnement			34
Système d'éclairage des rues	21 533	17 651	13 968
Autres infrastructures	45 925	32 513	30 955
	456 005	368 069	366 039
Réseau d'électricité	1 300	1 340	974
Bâtiments			
Édifices administratifs	23 284	34 561	43 831
Édifices communautaires	56 240	74 944	48 528
Améliorations locatives			
Véhicules	32 213	26 492	30 271
Ameublement et équipement de bureau	46 570	49 431	49 942
Machinerie, outillage et équipement	4 701	7 554	9 607
Terrains	23 376	50	311
Autres		2 053	654
	643 689	564 494	550 157
Autres investissements			
Propriétés immobilières destinées à la revente		4 584	345
Créances à long terme		38 185	8 356
Autres	2 567		
	2 567	42 769	8 701
	646 256	607 263	558 858

Mouvement des placements du fonds d'amortissement

Exercice terminé le 31 décembre 2005

(en milliers de dollars)

Placements du fonds d'amortissement au 31 décembre 2004	<u>1 043 393</u>
Ajouter	
Contributions	<u>214 819</u>
Déduire	
Remboursement d'obligations à même les provisions	<u>211 908</u>
Placements du fonds d'amortissement au 31 décembre 2005 (1)	<u><u>1 046 304</u></u>

(1) Placements du fonds d'amortissement

Dépôts à terme et autres titres		28 163
Obligations		
Provinces et organismes gouvernementaux	458 805	
Société de transport de Montréal	10 013	
Ville de Montréal	133 168	
Autres municipalités	177 336	
Commissions scolaires, cégeps, CLSC et hôpitaux	<u>238 819</u>	
		<u>1 018 141</u>
		<u><u>1 046 304</u></u>

Échéance de la dette à long terme

31 décembre 2005

(en milliers de dollars)

Années d'échéance	Obligations et billets							
	Dollars canadiens		Dollars américains		Francs suisses		Yens japonais	
	Échéance (1)	À refinancer (2)	Échéance (1)	À refinancer (2)	Échéance (1)	À refinancer (2)	Échéance (1)	À refinancer (2)
2006	555 930	260 980	750					
2007	479 569	90 002					2 750 000	1 875 000
2008	598 061	198 718						
2009	330 720	72 694	32 624	15 424				
2010	559 907	114 545						
2011	508 499	132 781	70 000	28 015				
2012	190 562	71 326	35 000	13 008				
2013	413 140	214 139			46 700	23 350		
2014	373 169	141 352						
2015	309 632	170 951						
2016	12 543							
2017	120 337	14 133						
2018	15 264							
2019	12 413							
2020	7 548							
2021	7 393							
2022	29 614	8 333						
2023	101 605							
2024	401 008							
2025	1 112							
2026	1 226							
2043	1 051 668							
2045	119 174							
À perpétuité	6 200 094	1 489 954	138 374	56 447	46 700	23 350	2 750 000	1 875 000
	<u>6 200 094</u>	<u>1 489 954</u>	<u>138 374</u>	<u>56 447</u>	<u>46 700</u>	<u>23 350</u>	<u>2 750 000</u>	<u>1 875 000</u>

- Notes :
- (1) Les montants de cette colonne représentent les emprunts venant à échéance durant chacune des années indiquées.
 - (2) Ces montants sont inclus dans la colonne échéance.
 - (3) De ce montant, 1 046,3 M\$ sont déjà accumulés au fonds d'amortissement en date du 31 décembre 2005. De plus, les revenus reportés liés à ces emprunts totalisent 31 M\$.

Échéance de la dette à long terme

31 décembre 2005

Obligations et billets					Autres dettes			Échéance nette totale en dollars canadiens
Livres sterling		Valeur totale en dollars canadiens			Dollars canadiens			
Échéance (1)	À refinancer (2)	Échéance (1)	À refinancer (2)	Échéance nette	Échéance (1)	À refinancer (2)	Échéance nette	
		556 804	260 980	295 824	1 252		1 252	297 076
		506 756	108 538	398 218	689		689	398 907
		598 061	198 718	399 343	737		737	400 080
		368 756	90 677	278 079	792		792	278 871
		559 907	114 545	445 362	853		853	446 215
		590 112	165 444	424 668	917		917	425 585
		231 369	86 492	144 877	988		988	145 865
		454 511	234 825	219 686	1 064		1 064	220 750
		373 169	141 352	231 817	1 066	13	1 053	232 870
		309 632	170 951	138 681	698		698	139 379
		12 543		12 543	747		747	13 290
		120 337	14 133	106 204	718		718	106 922
		15 264		15 264	599		599	15 863
		12 413		12 413	641		641	13 054
		7 548		7 548	685		685	8 233
		7 393		7 393	732		732	8 125
		29 614	8 333	21 281	783		783	22 064
		101 605		101 605	739		739	102 344
		401 008		401 008	484		484	401 492
		1 112		1 112	516		516	1 628
		1 226		1 226	270		270	1 496
		1 051 668		1 051 668				1 051 668
		119 174		119 174				119 174
		6 429 982	1 594 988	4 834 994	15 970	13	15 957	4 850 951
362		753		753				753
362		6 430 735 (3)	1 594 988	4 835 747	15 970	13	15 957	4 851 704
			À refinancer	1 594 988			13	1 595 001
				6 430 735 (3)			15 970	6 446 705

Mouvement de la dette à long terme

Exercice terminé le 31 décembre 2005

(en milliers de dollars)

Dette à long terme au 31 décembre 2004		6 347 042
Ajouter		
Emprunts contractés		
Emprunt, 2,90 % à 4,75 %, émis le 15 avril 2005, pour refinancement;		150 000
Emprunt, 5 % à 6 %, émis le 15 septembre 2005, pour remboursement de l'obligation nette de régimes de retraite;		119 174
Emprunt, 2,85 % à 4 %, émis le 30 septembre 2005, pour refinancement (162,6 M\$); pour remboursement de l'obligation nette de régimes de retraite (12,4 M\$);		175 000
Emprunt, 6 %, émis le 30 septembre 2005, pour remboursement de l'obligation nette de régimes de retraite;		250 000
Emprunt, 6,29 %, émis le 1 ^{er} octobre 2005, pour immobilisations (4 M\$); pour dépenses d'activités financières (2,4 M\$);		6 355
Emprunt, 4,46 %, émis le 16 décembre 2005, pour immobilisations;		200 000
Gain sur fluctuation du change		(18 336)
		882 193
Déduire		
Refinancement d'obligations et de billets à l'échéance		312 606
Remboursement d'obligations et de billets à l'échéance		
Fonds d'amortissement	211 838	
Budget de fonctionnement	218 421	
Montant perçu d'avance – Reconstitution des municipalités	38 298	
Remboursement d'autres dettes à long terme		
Fonds d'amortissement	70	
Budget de fonctionnement	367	
		468 994
Remboursement d'obligations et de billets avant l'échéance		930
		782 530
Dette à long terme au 31 décembre 2005		6 446 705

INFORMATION COMPLÉMENTAIRE ET STATISTIQUES (NON VÉRIFIÉES)

Évaluation imposable équivalente

Au 31 décembre 2005

Évaluation imposable équivalente

La Ville perçoit à l'égard de certains immeubles non imposables des revenus importants sous forme de paiements tenant lieu de taxes. Pour ces raisons, l'évaluation imposable a été redressée pour refléter avec plus de précision la valeur des immeubles sur laquelle les revenus de la Ville sont basés. L'évaluation imposable équivalente est obtenue en ajoutant à l'évaluation imposable un montant de l'évaluation non imposable qui, s'il était imposé aux taux courants des taxes, produirait des revenus en taxes équivalents aux paiements tenant lieu de taxes et autres revenus que perçoit la Ville pour ce genre de propriétés. Le tableau suivant indique l'évaluation imposable équivalente des immeubles de la Ville au 31 décembre.

	Valeur équivalente			
	2005	2004	2003	2002
(en milliers de dollars)				
Évaluation des immeubles imposables (1)	112 636 719	111 789 603	88 128 204	86 864 212
Évaluation des immeubles non imposables				
Immeubles visés à l'article 208 (2)	620 713			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	735 416	730 572	608 541	634 916
Gouvernement du Canada et ses entreprises	1 196 906	1 184 272	1 100 802	861 136
Gouvernements étrangers	56 995	52 877	42 868	44 780
Biens culturels immobiliers classés	12 043	12 311	7 789	5 267
Réseau de la santé et des services sociaux (3)	2 391 876	2 337 613	2 102 060	2 045 363
Cégeps et universités (3)	2 875 012	2 760 005	2 210 415	2 163 606
Écoles primaires et secondaires (3)			1 027 154	963 714
Écoles primaires (3)	1 104 712	781 257		
Écoles secondaires (3)	1 201 660	876 200		
	10 195 333	8 735 107	7 099 629	6 718 782
Évaluation des immeubles imposables et non imposables	122 832 052	120 524 710	95 227 833	93 582 994
Facteur comparatif (4)	1,18	1,00	1,12	1,05
Évaluation imposable équivalente uniformisée	144 941 821	120 524 710	106 655 173	98 262 144

- (1) Pour l'exercice 2005, selon le rôle triennal d'évaluation 2004-2006 déposé le 12 septembre 2003, mis à jour le 13 septembre 2005. Pour l'exercice 2004, selon le rôle triennal d'évaluation 2004-2006 déposé le 12 septembre 2003, mis à jour le 12 septembre 2004. Pour l'exercice 2003, selon le rôle triennal d'évaluation 2001-2003 déposé le 13 septembre 2000, mis à jour le 12 septembre 2003. Pour l'exercice 2002, selon le rôle triennal d'évaluation 2001-2003 déposé le 13 septembre 2000, mis à jour le 14 septembre 2002.
- (2) Pour l'exercice 2005, les immeubles visés à l'article 208 ont été extraits de l'évaluation des immeubles imposables et intégrés à l'évaluation des immeubles non imposables.
- (3) Le pourcentage applicable à ces immeubles est fixé dans l'avis 9611 en 2005, l'avis 9221 en 2004, l'avis 8859 en 2003 et l'avis 8204 en 2002, du gouvernement du Québec.
- (4) Pour l'exercice 2005, les valeurs inscrites au rôle triennal d'évaluation 2004-2006 de la Ville correspondent à 85 % (proportion médiane) de la valeur réelle des unités d'évaluation. Pour l'exercice 2004, les valeurs inscrites au rôle triennal d'évaluation 2004-2006 de la Ville correspondent à 100 % (proportion médiane) de la valeur réelle des unités d'évaluation. Pour l'exercice 2003, les valeurs inscrites au rôle triennal d'évaluation 2001-2003 de la Ville correspondent à 89 % (proportion médiane) de la valeur réelle des unités d'évaluation. Pour l'exercice 2002, les valeurs inscrites au rôle triennal d'évaluation 2001-2003 de la Ville correspondent à 95 % (proportion médiane) de la valeur réelle des unités d'évaluation. Le facteur comparatif du rôle, qui est l'inverse de la proportion médiane, est de 1,18 en 2005, 1,00 en 2004, 1,12 en 2003 et 1,05 en 2002. En conséquence, l'évaluation imposable et l'évaluation imposable équivalente qui représentent 100 % de la valeur réelle doit être multipliée par le facteur de 1,18 en 2005, 1,00 en 2004, 1,12 en 2003 et 1,05 en 2002 pour obtenir l'évaluation imposable équivalente uniformisée.

Taux de taxation de 2002 à 2006 ¹

Immeubles résidentiels

Secteurs ²	Taxe foncière générale ³											
	Catégorie résiduelle (cinq logements et moins)						Catégorie six logements ou plus					
	2006		2005	2004	2003	2002	2006		2005	2004	2003	2002
	Agglomération	Local					Agglomération	Local				
Anjou	0,7994	0,5879	1,4872	1,6154	1,6757	1,6134	0,7994	0,7073	1,5622	1,6352	1,6757	1,6134
Baie d'Urfé	0,7735	–	1,0013	1,0083	1,0339	0,9761	0,7735	–	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Beaconsfield	0,7735	–	1,2723	1,3839	1,5387	1,5059	0,7735	–	0,9990	1,2674	1,5387	1,5059
Côte-Saint-Luc (e)	0,7735	–	1,4150	1,5390	1,7181	1,6971	0,7735	–	1,6160	1,6428	1,7181	1,6971
Dollard-des-Ormeaux	0,7735	–	1,3210	1,4587	1,5539	1,5724	0,7735	–	1,3200	1,3915	1,5539	1,5724
Dorval	0,7735	–	1,4204	1,5370	1,6539	1,5792	0,7735	–	1,5894	1,6113	1,6539	1,5792
Hampstead	0,7735	–	1,6065	1,7460	1,9702	1,9986	0,7735	–	1,4414	1,6604	1,9702	1,9986
Kirkland	0,7735	–	1,2621	1,3326	1,4077	1,3496	0,7735	–	1,3535	1,3655	1,4077	1,3496
Lachine (e)	0,7994	0,3620	1,2551	1,3487	1,4223	1,4244	0,7994	0,0147	0,9648	1,1850	1,4223	1,4244
LaSalle (e)	0,7994	0,3453	1,3333	1,4757	1,6384	1,6487	0,7994	0,1765	1,1130	1,3666	1,6384	1,6487
L'Île-Bizard	0,7994	0,4468	1,3211	1,3593	1,3885	1,3179	0,7994	0,2825	1,1727	1,2586	1,3885	1,3179
L'Île-Dorval	0,7735	–	2,9866	3,3242	3,7177	3,7764	0,7735	–	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Montréal (e)	0,7994	0,6968	1,6273	1,8032	1,9522	1,9702	0,7994	0,9076	1,8455	1,9917	2,0992	2,0621
Montréal-Est	0,7735	–	1,4402	1,4688	1,5444	1,4878	0,7735	–	1,5618	1,5343	1,5444	1,4878
Montréal-Nord	0,7994	0,4406	1,4012	1,5357	1,6791	1,7031	0,7994	0,5618	1,5002	1,6578	1,9026	1,9326
Montréal-Ouest	0,7735	–	1,7102	1,8430	2,0525	2,0839	0,7735	–	1,4693	1,7370	2,0525	2,0839
Mont-Royal	0,7735	–	1,2046	1,2324	1,2731	1,2068	0,7735	–	1,2593	1,2570	1,2731	1,2068
Outremont	0,7994	0,3895	1,3014	1,3857	1,5205	1,4904	0,7994	0,3544	1,2633	1,3237	1,5205	1,4904
Pierrefonds	0,7994	0,5696	1,5144	1,6537	1,7999	1,7694	0,7994	0,4629	1,4032	1,5608	1,7999	1,7694
Pointe-Claire	0,7735	–	1,4791	1,4708	1,5249	1,4611	0,7735	–	1,5446	1,5000	1,5249	1,4611
Roxboro	0,7994	0,4847	1,3960	1,5035	1,6648	1,6563	0,7994	0,3827	1,2848	1,4299	1,6648	1,6563
Sainte-Anne-de-Bellevue	0,7735	–	1,3385	1,4157	1,4866	1,4107	0,7735	–	1,3526	1,3260	1,4866	1,4107
Sainte-Geneviève	0,7994	0,2735	1,1744	1,3257	1,4233	1,4512	0,7994	0,1626	0,9771	1,2255	1,4233	1,4512
Saint-Laurent	0,7994	0,4953	1,3818	1,3902	1,4577	1,3889	0,7994	0,5320	1,4292	1,4278	1,4577	1,3889
Saint-Léonard (e)	0,7994	0,4989	1,4123	1,5767	1,7299	1,7153	0,7994	0,5777	1,4887	1,5517	1,7299	1,7153
Senneville	0,7735	–	1,1057	1,0781	1,0998	1,0351	0,7735	–	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Verdun (e)	0,7994	0,2941	1,2155	1,3306	1,4717	1,4799	0,7994	0,1370	1,1683	1,2747	1,4717	1,4799
Westmount (e)	0,7735	–	1,2290	1,2615	1,2929	1,2873	0,7735	–	1,4861	1,5057	1,5326	1,5004

1. Tous les taux fonciers sont exprimés en dollars par 100 \$ d'évaluation.
2. Chaque secteur correspond au territoire d'une municipalité fusionnée. Les secteurs identifiés par (e) ont utilisé la mesure d'étalement du rôle d'évaluation triennal 2001–2003. L'étalement de la variation des valeurs a pour effet de modifier la valeur imposable des propriétés et, par conséquent, les taux de taxes à la hausse ou à la baisse selon que la différence entre les valeurs au rôle triennal de 2001 est négative ou positive. En 2004, la mesure d'étalement du rôle d'évaluation triennal 2004–2006 a été appliquée à tous les secteurs.
3. Depuis 2003, les immeubles résidentiels se retrouvent dans deux catégories : la catégorie des immeubles de 5 logements ou moins, dite résiduelle, et la catégorie des immeubles de 6 logements ou plus. Toutefois, en 2002 et 2003, les taux de la taxe foncière afférents à ces catégories sont identiques pour tous les secteurs sauf Montréal, Montréal-Nord et Westmount où les taux de la catégorie des immeubles de 6 logements ou plus différaient depuis 2001.

Taux de taxation de 2002 à 2006 ¹

Immeubles non résidentiels

Taxe foncière générale												
Secteurs ²	Catégorie non résidentielle						Catégorie terrain vague desservi					
	2006		2005	2004	2003	2002 ³	2006		2005	2004	2003	2002 ⁴
	Agglomération	Local					Agglomération	Local				
Anjou	2,7071	1,7043	4,7512	4,7318	4,6064	4,3184	1,5988	1,1758	2,9744	3,2308	3,3514	3,2268
Baie d'Urfé	2,6251	—	3,5839	3,3585	3,1895	2,9942	1,5470	—	2,0026	2,0166	2,0678	1,9522
Beaconsfield	2,6251	—	3,9954	3,8050	3,6988	3,5024	1,5470	—	2,5446	2,7678	3,0774	3,0118
Côte-Saint-Luc (e)	2,6251	—	5,3461	5,4985	5,5980	4,6390	1,5470	—	2,8300	3,0780	3,4362	3,3942
Dollard-des-Ormeaux	2,6251	—	4,3330	4,3965	4,4246	4,4620	1,5470	—	2,6420	2,9174	3,1078	3,1448
Dorval	2,6251	—	4,3615	4,2569	4,1559	4,0004	1,5470	—	2,8408	3,0740	3,3078	3,1584
Hampstead	2,6251	—	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	1,5470	—	3,2130	3,4920	3,9404	3,9972
Kirkland	2,6251	—	4,1228	4,0482	3,9998	3,9254	1,5470	—	2,5242	2,6652	2,8154	2,6992
Lachine (e)	2,7071	1,3297	4,3628	4,4744	4,6219	4,4463	1,5988	0,7240	2,5102	2,6974	2,8446	2,8488
LaSalle (e)	2,7071	1,2891	4,2664	4,1835	4,0741	3,9694	1,5988	0,6906	2,6666	2,9514	3,2768	3,2974
L'Île-Bizard	2,7071	1,1651	4,0019	3,8321	3,6537	3,4591	1,5988	0,8936	2,6422	2,7186	2,7770	2,6358
L'Île-Dorval	2,6251	—	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	1,5470	—	5,3759	5,3187	5,2048	4,5317
Montréal (e)	1,6488	1,8817	3,8812	4,0547	4,1722	3,9410	1,5988	1,3936	3,2546	3,6064	3,9044	3,9404
Montréal-Est	2,6251	—	4,7750	4,3944	4,2353	4,2753	1,5470	—	2,8804	2,9376	3,0888	2,9756
Montréal-Nord	2,7071	1,3189	4,6890	4,8394	5,0133	4,5465	1,5988	0,8812	2,5222	2,4571	2,3507	2,0437
Montréal-Ouest	2,6251	—	4,6383	4,5908	4,5282	3,9501	1,5470	—	3,0784	2,9488	2,8735	2,5007
Mont-Royal	2,6251	—	4,0906	3,9282	3,7881	3,4210	1,5470	—	2,4092	2,4648	2,5462	2,4136
Outremont	2,7071	1,1061	4,4176	4,3517	4,2936	3,6321	1,5988	0,7790	2,3425	2,2171	2,1287	1,7885
Pierrefonds	2,7071	1,7241	4,9095	4,8803	4,7923	4,4868	1,5988	1,1392	3,0288	3,3074	3,5998	3,5388
Pointe-Claire	2,6251	—	4,6283	4,3827	4,3034	4,1098	1,5470	—	2,9582	2,9416	3,0498	2,9222
Roxboro	2,7071	1,5312	4,4666	4,3016	4,1848	3,9898	1,5988	0,9694	2,7920	3,0070	3,3296	3,3126
Sainte-Anne-de-Bellevue	2,6251	—	4,2079	4,1835	4,0420	4,0080	1,5470	—	2,6770	2,8314	2,9732	2,8214
Sainte-Geneviève	2,7071	1,2955	4,2928	4,2961	4,1132	3,8891	1,5988	0,5470	2,3488	2,6514	2,8466	2,9024
Saint-Laurent	2,7071	1,2134	4,0377	3,7836	3,6786	3,4904	1,5988	0,9906	2,7636	2,7804	2,9154	2,7778
Saint-Léonard (e)	2,7071	1,4060	4,4611	4,6003	4,7576	4,3716	1,5988	0,9978	2,8246	3,1534	3,4598	3,4306
Senneville	2,6251	—	3,2560	2,9657	2,8211	2,5003	1,5470	—	1,9903	1,7250	1,5397	1,2421
Verdun (e)	2,7071	1,8834	4,9434	5,1035	5,3525	4,7280	1,5988	0,5882	2,1879	2,1290	2,0604	1,7759
Westmount (e)	2,6251	—	4,2717	4,2614	4,0848	3,5821	1,5470	—	2,2122	2,0184	1,8101	1,5448

1. Tous les taux fonciers sont exprimés en dollars par 100 \$ d'évaluation.
2. Chaque secteur correspond au territoire d'une municipalité fusionnée. Les secteurs identifiés par (e) ont utilisé la mesure d'étalement du rôle d'évaluation triennal 2001–2003. L'étalement de la variation des valeurs a pour effet de modifier la valeur imposable des propriétés et, par conséquent, les taux de taxes à la hausse ou à la baisse selon que la différence entre les valeurs au rôle triennal de 2001 est négative ou positive. En 2004, la mesure d'étalement du rôle d'évaluation triennal 2004–2006 a été appliquée à tous les secteurs.
3. Dans le but de rendre comparables les taux de taxation, le taux de la taxe foncière spécifique à la catégorie non résidentielle apparaissant en 2002 est composé de la somme du taux foncier général, de la taxe sur les immeubles non résidentiels et de la taxe d'affaires traduite en équivalent foncier là où elle était appliquée.
4. Dans le but de rendre comparables les taux de taxation, le taux de la taxe foncière spécifique à la catégorie des terrains vagues desservis apparaissant en 2002 est composé de la somme du taux foncier général et du taux de la surtaxe sur les terrains vagues desservis.

Valeur foncière dans les arrondissements

Au 31 décembre 2005

	Unités	Valeur des immeubles imposables (M\$)				Valeur des Immeubles non imposable (M\$)	Valeur totale au rôle (M\$)
		Immeuble résidentiel	Immeuble non résidentiel	Terrain vague desservi	Total valeurs imposables		
Ahuntsic/Cartierville	26 275	5 228,0	1 079,5	38,8	6 346,3	1 414,9	7 761,2
Anjou	11 932	1 699,2	979,4	17,3	2 695,9	163,0	2 858,9
Beaconsfield/Baie d'Urfé	8 308	2 125,3	207,0	13,7	2 346,0	162,8	2 508,8
Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce	23 011	6 380,5	1 058,9	27,0	7 466,4	2 288,8	9 755,2
Côte-Saint-Luc/Hampstead							
/Montréal-Ouest	12 344	3 585,4	110,4	19,0	3 714,8	306,7	4 021,5
Dollard-des-Ormeaux/Roxboro	16 252	2 984,3	281,3	24,1	3 289,7	260,1	3 549,8
Dorval/L'Île-Dorval	6 020	1 031,3	1 150,3	29,1	2 210,7	578,1	2 788,8
Kirkland	7 000	1 547,2	430,4	11,7	1 989,3	62,6	2 051,9
Lachine	11 193	1 563,7	758,7	23,0	2 345,4	308,8	2 654,2
LaSalle	16 863	2 762,9	740,7	15,5	3 519,1	476,8	3 995,9
L'Île-Bizard/Sainte-Geneviève							
/Sainte-Anne-de-Bellevue	8 120	1 340,3	94,6	13,6	1 448,5	326,1	1 774,6
Mercier/Hochelaga-Maisonneuve	25 646	4 100,5	1 089,1	33,5	5 223,1	1 247,7	6 470,8
Montréal-Nord	13 676	2 384,2	465,3	12,8	2 862,3	336,3	3 198,6
Mont-Royal	5 686	2 368,3	611,0	9,7	2 989,0	153,9	3 142,9
Outremont	5 698	2 246,0	95,9	3,6	2 345,5	393,7	2 739,2
Pierrefonds/Senneville	18 963	2 874,9	186,6	27,1	3 088,6	300,1	3 388,7
Plateau Mont-Royal	22 144	4 567,2	958,3	25,4	5 550,9	844,5	6 395,4
Pointe-Claire	10 333	1 832,2	1 147,4	22,6	3 002,2	263,8	3 266,0
Rivière-des-Prairies/Pointe-aux-Trembles							
/Montréal-Est	32 773	4 056,3	1 295,5	67,6	5 419,4	968,8	6 388,2
Rosemont/Petite-Patrie	26 538	4 717,9	674,6	25,4	5 417,9	1 089,2	6 507,1
Saint-Laurent	21 967	3 966,0	3 222,6	140,4	7 329,0	798,2	8 127,2
Saint-Léonard	11 948	2 938,5	814,8	16,4	3 769,7	255,5	4 025,2
Sud-Ouest	15 321	2 136,5	605,0	23,4	2 764,9	678,1	3 443,0
Verdun	17 236	2 974,0	238,8	24,2	3 237,0	386,1	3 623,1
Ville-Marie	21 695	4 479,4	9 754,1	203,4	14 436,9	4 643,7	19 080,6
Villeray/Saint-Michel/Parc-Extension	22 626	3 706,7	891,4	14,6	4 612,7	740,0	5 352,7
Westmount	5 598	3 498,6	325,0	12,5	3 836,1	532,5	4 368,6
VILLE DE MONTRÉAL	425 166	83 095,3	29 266,6	895,4	113 257,3	19 980,8	133 238,1

Source : Selon le rôle triennal d'évaluation 2004-2006 déposé le 12 septembre 2003, mis à jour le 13 septembre 2005.

État des activités financières

Pour les quatre derniers exercices

(en milliers de dollars)

	2005	2004	2003	2002
Revenus				
Taxes	2 691 682	2 599 580	2 479 598	2 422 750
Palements tenant lieu de taxes	251 369	222 840	204 171	198 430
Autres revenus de sources locales	644 816	618 379	608 653	566 476
Transferts	501 821	459 696	429 532	403 889
	4 089 688	3 900 495	3 721 954	3 591 545
Revenus spécifiques transférés aux activités financières	(66 294)	(66 174)	(60 667)	(25 802)
	4 023 394	3 834 321	3 661 287	3 565 743
Dépenses de fonctionnement				
Administration générale	568 831	490 305	498 784	438 476
Sécurité publique	748 004	733 414	705 576	706 253
Transport	638 179	595 269	599 339	560 486
Hygiène du milieu	321 181	304 249	291 042	289 567
Santé et bien-être	139 501	122 747	108 169	102 692
Aménagement, urbanisme et développement	189 469	155 984	133 141	139 174
Loisirs et culture	473 232	465 331	452 313	441 935
Réseau d'électricité	21 621	21 149	20 656	19 451
Frais de financement	413 338	435 994	425 947	457 337
	3 513 356	3 324 442	3 234 967	3 155 371
Autres activités financières				
Remboursement de la dette à long terme	431 334	418 307	387 282	386 498
Autres transferts aux activités d'investissement	16 957	25 162	31 750	20 237
	448 291	443 469	419 032	406 735
Total des dépenses de fonctionnement et autres activités financières	3 961 647	3 767 911	3 653 999	3 562 106
Surplus des activités financières avant affectations et remboursement de l'obligation nette de régimes de retraite	61 747	66 410	7 288	3 637
Affectations				
Surplus non affecté		491		
Surplus affecté	99 744	78 598	72 871	84 833
Fonds réservés	(950)	(17 288)	1 394	(3 997)
	98 794	61 801	74 265	80 836
Remboursement de l'obligation nette de régimes de retraite	(410 977)		(1 194 354)	
Surplus (déficit) avant financement à long terme des activités financières	(250 436)	128 211	(1 112 801)	84 473
Financement à long terme des activités financières				
Obligation nette de régimes de retraite	410 977		1 194 354	
Autres dépenses	2 408	769	1 556	30 027
	413 385	769	1 195 910	30 027
Surplus de l'exercice	162 949	128 980	83 109	114 500

État des activités d'investissement

Pour les quatre derniers exercices

(en milliers de dollars)

	2005	2004	2003	2002
Sources de financement				
Revenus spécifiques transférés des activités financières provenant de tiers				
Contributions des promoteurs	5 158	5 069	15 611	5 974
Transferts conditionnels	61 136	61 105	45 056	19 828
	66 294	66 174	60 667	25 802
Autres transferts des activités financières	16 957	25 162	31 750	20 237
Autres sources				
Surplus non affecté	133	3 240	10	
Surplus affecté	19 340	12 221	7 589	14 843
Fonds réservés	11 242	1 823	5 451	3 462
Emprunts à long terme émis	203 946	316 125	498 813	73 630
	317 912	424 745	604 280	137 974
Dépenses d'investissement				
Administration générale	56 615	50 161	30 396	27 649
Sécurité publique	23 305	32 363	28 722	27 325
Transport	221 398	229 449	167 060	144 217
Hygiène du milieu	131 173	108 498	116 923	86 793
Santé et bien-être	119	18	945	3
Aménagement, urbanisme et développement	32 662	31 489	22 118	28 790
Loisirs et culture	140 651	105 874	66 830	65 673
Réseau d'électricité	1 340	1 006	1 065	395
	607 263	558 858	434 059	380 845
Surplus (déficit) des activités d'investissement de l'exercice	(289 351)	(134 113)	170 221	(242 871)

États des surplus et des fonds réservés

Pour les quatre derniers exercices

SURPLUS

(en milliers de dollars)

	2005	2004	2003	2002
NON AFFECTÉ – Solde au 1^{er} janvier	51 191	21 689	42 963	
Affectation – Activités financières		(491)		
Affectation – Activités d'investissement	(133)	(3 240)	(10)	
Affectation – Surplus affecté	(47 821)	(95 747)	(104 373)	(71 537)
Surplus de l'exercice	162 949	128 980	83 109	114 500
NON AFFECTÉ – Solde au 31 décembre	166 186	51 191	21 689	42 963
AFFECTÉ – Solde au 1^{er} janvier	241 469	236 035	211 886	239 190
Affectation – Activités financières	(99 744)	(78 598)	(72 871)	(84 833)
Affectation – Activités d'investissement	(19 340)	(12 221)	(7 589)	(14 843)
Affectation – Surplus non affecté	47 821	95 747	104 373	71 537
Affectation – Fonds réservés	(2 395)	506	236	
Affectation – Investissement net				835
AFFECTÉ – Solde au 31 décembre (1)	167 811	241 469	236 035	211 886
SURPLUS – Solde au 31 décembre	333 997	292 660	257 724	254 849

(1) SURPLUS AFFECTÉ

Arrondissements	112 989	107 681	114 896	84 652
Dépenses imprévues	23 443	57 909		
Budget de l'exercice subséquent		39 429	57 909	45 000
Divers	31 379	36 450	63 230	82 234
	167 811	241 469	236 035	211 886

FONDS RÉSERVÉS

(en milliers de dollars)

	2005	2004	2003	2002
Gestion de l'eau	14 336	20 449		
Parcs et terrains de jeux	12 681	10 328	9 437	10 549
Unités de stationnement	2 604	2 128	1 861	1 355
Solde des règlements d'emprunt fermés	7 670	7 442	7 420	7 069
Fonds de roulement	2 431			
Fonds de réserves foncières	1 754	1 754	1 717	1 719
Frais d'émission de titres	1 080	1 200		
Programme de départs assistés		6 719	12 938	19 158
Autres	332	386	346	341
	42 888	50 406	33 719	40 191

État du coût des services municipaux

Pour les quatre derniers exercices

(en milliers de dollars)

	<u>2005</u>	<u>2004</u>	<u>2003</u>	<u>2002</u>
Dépenses				
Administration générale	604 177	514 775	514 709	439 219
Sécurité publique	767 728	742 928	699 069	702 849
Transport	845 004	803 332	808 803	767 799
Hygiène du milieu	426 177	427 622	403 432	402 320
Santé et bien-être	48 172	40 400	27 959	26 456
Aménagement, urbanisme et développement	151 909	135 061	149 754	159 894
Loisirs et culture	470 354	506 121	476 675	476 857
Réseau d'électricité	(1 259)	(1 699)	(1 571)	(1 662)
	<u>3 312 262</u>	<u>3 168 540</u>	<u>3 078 830</u>	<u>2 973 732</u>

Dépenses de fonctionnement par objet

Pour les quatre derniers exercices

(en milliers de dollars)

	2005	2004	2003	2002
Rémunération				
Élus	12 855	7 021	7 586	8 982
Employés	1 361 189	1 302 701	1 292 806	1 250 486
Cotisations de l'employeur				
Élus	2 405	3 861	1 596	1 790
Employés	399 366	356 154	345 431	331 009
Transport et communication	39 065	37 193	36 111	34 543
Services professionnels, techniques et autres				
Honoraires professionnels	54 456	48 094	49 703	40 775
Achats de services techniques	182 775	146 395	145 910	130 116
Autres	22 530	23 779	24 023	24 109
Location, entretien et réparation				
Location	81 001	76 218	79 060	67 155
Entretien et réparation	62 769	59 957	61 034	58 757
Biens non durables				
Fourniture de services publics	88 003	82 218	83 607	77 293
Autres biens non durables	169 153	163 358	165 776	167 086
Biens durables	2 142			
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de :				
La municipalité	284 505	302 660	289 415	320 464
Autres organismes municipaux				3 596
Gouvernement du Québec et ses entreprises	112 258	115 430	113 832	129 007
Autres tiers	16 000	17 224	21 550	228
Autres frais de financement	575	680	1 150	4 042
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Société de transport de Montréal	276 200	269 311	263 000	244 100
Répartition des dépenses	32 675	29 245	29 413	28 481
Autres	26 546	28 975	31 663	46 450
Organismes gouvernementaux	37 242	35 137	29 372	29 086
Autres organismes	76 529	81 257	53 722	41 131
Autres objets				
Créances douteuses ou irrécouvrables	13 412	31 983	18 439	15 304
Autres	159 705	105 591	90 768	101 381
	3 513 356	3 324 442	3 234 967	3 155 371

Analyse des dépenses d'investissement selon leur nature

Pour les quatre derniers exercices

(en milliers de dollars)

	2005	2004	2003	2002
Immobilisations				
Infrastructures				
Usines et bassins d'épuration	11 881	3 812	5 440	9 529
Conduites d'égout	37 141	44 015	61 350	32 673
Conduites d'aqueduc	35 520	34 915	25 421	22 647
Usines de traitement de l'eau potable	4 683	8 401	10 613	1 797
Parcs et terrains de jeux	56 762	50 476	37 305	33 071
Sites d'enfouissement et incinérateur	713	971	3 015	2 792
Chemins, rues, routes et trottoirs	130 787	143 199	96 866	94 388
Ponts, tunnels et viaducs	40 418	35 293	41 726	24 311
Terrains de stationnement		34		12
Système d'éclairage des rues	17 651	13 968	10 370	7 413
Autres infrastructures	32 513	30 955	21 680	21 321
	368 069	366 039	313 786	249 954
Réseau d'électricité	1 340	974	796	314
Bâtiments				
Édifices administratifs	34 561	43 831	20 882	24 654
Édifices communautaires	74 944	48 528	23 585	27 654
Améliorations locatives			2	1 773
Véhicules	26 492	30 271	35 614	16 243
Ameublement et équipement de bureau	49 431	49 942	28 646	33 964
Machinerie, outillage et équipement	7 554	9 607	2 816	5 570
Terrains	50	311		25
Autres	2 053	654	491	769
	564 494	550 157	426 618	360 920
Autres investissements				
Propriétés immobilières destinées à la revente	4 584	345	134	9 302
Créances à long terme	38 185	8 356	7 307	10 623
	42 769	8 701	7 441	19 925
	607 263	558 858	434 059	380 845

Dettes directes et indirectes et dépenses à financer à long terme

Pour les quatre derniers exercices

(en milliers de dollars)

	2005	2004	2003	2002
Dettes directes brutes				
Dettes à long terme – Remboursement de l'obligation nette de régimes de retraite	1 477 436	1 102 998	867 798	
Dettes à long terme – Autres	4 969 269	5 244 044	5 400 877	5 503 548
Dépenses d'activités financières à financer à long terme (1)	97 967	74 556	351 219	24 713
Dépenses d'investissement à financer à long terme (1)	544 725	254 995	120 354	289 966
	<u>7 089 397</u>	<u>6 676 593</u>	<u>6 740 248</u>	<u>5 818 227</u>
Moins :				
Sommes à recouvrer de tiers pour le remboursement				
Du gouvernement du Québec (2)	1 367 256	1 389 441	1 186 966	1 246 237
D'autres tiers	67	70	72	74
Sommes accumulées pour le remboursement (3)	1 077 359	1 074 790	1 144 946	1 286 730
Sommes à recouvrer par le biais de redevances	207 039	193 281	194 298	197 968
	<u>2 651 721</u>	<u>2 657 582</u>	<u>2 526 282</u>	<u>2 731 009</u>
Dettes directes nettes et dépenses à financer à long terme	<u>4 437 676</u>	<u>4 019 011</u>	<u>4 213 966</u>	<u>3 087 218</u>
Dettes indirectes (A)				
Organismes compris dans le périmètre comptable				
Société de transport de Montréal				
Dettes à long terme	676 092	676 824	554 339	534 913
Dépenses d'investissement à financer à long terme (1)	101 438	11 149	86 320	48 774
	<u>777 530</u>	<u>687 973</u>	<u>640 659</u>	<u>583 687</u>
Moins :				
Sommes à recouvrer auprès du gouvernement du Québec et de l'Agence métropolitaine de transport pour le remboursement	324 700	279 515	266 255	249 233
Sommes accumulées pour le remboursement	141 395	140 515	141 850	127 322
	<u>311 435</u>	<u>267 943</u>	<u>232 554</u>	<u>207 132</u>
Société d'habitation et de développement de Montréal				
Dettes à long terme	132 852	138 150	148 817	158 347
Société de développement de Montréal				
Dettes à long terme	95 922	82 892	125 088	128 134
Anjou 80				
Dettes à long terme	3 730	4 020	4 297	4 546
Dettes indirectes brutes et dépenses à financer à long terme	<u>1 010 034</u>	<u>913 035</u>	<u>918 861</u>	<u>874 714</u>
Dettes indirectes nettes et dépenses à financer à long terme	<u>543 939</u>	<u>493 005</u>	<u>510 756</u>	<u>498 159</u>
Dettes directes et indirectes brutes et dépenses à financer à long terme	<u>8 099 431</u>	<u>7 589 628</u>	<u>7 659 109</u>	<u>6 692 941</u>
Dettes directes et indirectes nettes et dépenses à financer à long terme	<u>4 981 615</u>	<u>4 512 016</u>	<u>4 724 722</u>	<u>3 585 377</u>

Dettes directes et indirectes et dépenses à financer à long terme (suite)

Pour les quatre derniers exercices

	(en milliers de dollars)			
	2005	2004	2003	2002
Population (4)	1 876 932	1 871 774	1 862 608	1 838 474
Évaluation imposable équivalente uniformisée (page 51)	144 941 821	120 524 710	106 655 173	98 262 144
Dettes directes nettes et dépenses à financer à long terme				
Par habitant (en dollars)	2 364	2 147	2 262	1 679
% de l'évaluation imposable équivalente uniformisée	3,1 %	3,3 %	4,0 %	3,1 %
Dettes directes et indirectes nettes et dépenses à financer à long terme				
Par habitant (en dollars)	2 654	2 411	2 537	1 950
% de l'évaluation imposable équivalente uniformisée	3,4 %	3,7 %	4,4 %	3,6 %
Service de la dette				
Frais de financement				
Remboursement de l'obligation nette de régimes de retraite	73 976	62 180	25 997	
Autres	339 363	373 815	399 950	457 337
Remboursement de la dette à long terme				
Remboursement de l'obligation nette de régimes de retraite	13 829	6 000		
Autres	417 506	412 306	387 282	386 498
	844 674	854 301	813 229	843 835
Moins :				
Transferts conditionnels, intérêts du fonds d'amortissement et redevances	(267 068)	(265 060)	(275 112)	(301 958)
	577 606	589 241	538 117	541 877
Total des revenus ajustés (5)	3 822 621	3 635 435	3 446 842	3 289 587
% du service de la dette	15,1 %	16,2 %	15,6 %	16,5 %

(A) La dette obligataire indirecte représente la dette des organismes compris dans le périmètre comptable. Ces organismes sont les suivants : Société de transport de Montréal, Société d'habitation et de développement de Montréal, Société de développement de Montréal et Anjou 80.

(1) Les dépenses à financer à long terme sont incluses dans le présent tableau afin de permettre des comparaisons d'année en année étant donné que les emprunts sont parfois différés, entre autres raisons, à cause des fluctuations du marché international des capitaux.

(2) Les sommes à recouvrer pour le remboursement de la dette sont liées à divers projets subventionnés supportés par le gouvernement du Québec.

(3) Les sommes accumulées pour le remboursement comprennent les montants accumulés au fonds d'amortissement et les revenus reportés découlant de la disposition d'actifs.

(4) Les chiffres de la population proviennent de la Gazette officielle du Québec.

(5) Les revenus ajustés correspondent aux revenus totaux réduits des transferts conditionnels en remboursement du service de la dette, des intérêts du fonds d'amortissement et des redevances reliées à l'utilisation des conduits souterrains.

Indicateurs de gestion

Pour les quatre derniers exercices

		<u>2005</u>	<u>2004</u>	<u>2003</u>	<u>2002</u>
SANTÉ FINANCIÈRE GLOBALE					
a) Pourcentage de taxation					
<u>Revenus de taxes</u>	X 100 =	66,20 %	67,05 %	67,04 %	67,87 %
Total des revenus excluant les revenus d'électricité					
b) Coût des services municipaux par 100 \$ d'évaluation					
<u>Coût des services municipaux</u>	X 100 =	2,33 \$	2,69 \$	2,94 \$	3,07 \$
Richesse foncière uniformisée (1)					
c) Pourcentage du service de la dette					
<u>Frais de financement + Remboursement de la dette à long terme</u>	X 100 =	21,41 %	22,83 %	22,45 %	23,82 %
Dépenses de fonctionnement + Remboursement de la dette à long terme					
d) Pourcentage du loyer annuel de la dette					
<u>Frais de financement</u>	X 100 =	6,46 %	6,91 %	7,24 %	8,02 %
Dette à long terme moyenne		6,65 % (2)	7,02 % (2)	7,34 % (2)	
e) Pourcentage d'endettement					
<u>Dette directe nette et dépenses à financer à long terme</u>	X 100 =	70,21 %	65,40 %	70,68 %	52,96 %
Valeur des immobilisations et des propriétés immobilières destinées à la revente		45,11 % (2)	46,06 % (2)	50,65 % (2)	
f) Endettement net à la charge des contribuables par 100 \$ d'évaluation					
<u>Dette directe nette et dépenses à financer à long terme à la charge des contribuables de l'ensemble de la municipalité</u>	X 100 =	1,42 \$	1,05 \$	0,93 \$	N / D
Richesse foncière uniformisée (1)					
g) Richesse collective par 100 \$ d'évaluation					
<u>Avoir des contribuables (3)</u>	X 100 =	0,52 \$	0,83 \$	0,54 \$	1,73 \$
Richesse foncière uniformisée (1)					

(1) La richesse foncière uniformisée est de 142 221 M\$ en 2005, 117 952 M\$ en 2004, 104 813 M\$ en 2003 et 96 821 M\$ en 2002.

(2) En excluant la dette relative au remboursement de l'obligation nette des régimes de retraite et les frais de financement s'y rattachant.

(3) En excluant le montant au poste « Montant à pourvoir dans le futur – Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs ».

Statistiques générales

31 décembre 2005

LES 20 IMMEUBLES IMPOSABLES LES PLUS IMPORTANTS

Identification	Adresse	Valeur au rôle (en millions) \$	Pourcentage (1) %
Place Ville-Marie	1-5, place Ville-Marie	515,0	0,45
Complexe Desjardins	100-190, rue Sainte-Catherine Ouest	375,6	0,33
Tour I.B.M. – Marathon	1250, boulevard René-Lévesque Ouest	245,0	0,22
Centre Fairview Pointe-Claire	6701-6901, route Transcanadienne	223,1	0,20
Le 1000 de la Gauchetière	1000, rue de la Gauchetière Ouest	191,6	0,17
Galeries d'Anjou	8001, boulevard les Galeries d'Anjou	189,1	0,17
Le 100 de Gaspé	100, rue de Gaspé	175,0	0,15
Caisse de dépôt et de placement du Québec	1000, place Jean-Paul Riopelle	159,5	0,14
Centre Eaton de Montréal	705, rue Sainte-Catherine Ouest	150,9	0,13
Le Centre Bell	1200-1260, rue de la Gauchetière Ouest	150,0	0,13
Place Bonaventure	800-900, rue de la Gauchetière Ouest	147,3	0,13
Tour Bell	700, rue de la Gauchetière Ouest	146,8	0,13
Centre Rockland	2305, chemin Rockland	135,0	0,12
Édifice Sun Life	1153-1155, rue Metcalfe	134,0	0,12
Place Versailles	7255-7525, rue Sherbrooke Est	131,6	0,12
Banque Nationale de Paris	1981, avenue McGill College	130,0	0,11
Place Victoria - Tour de la Bourse	800, place Victoria	127,5	0,11
Cité du commerce électronique	1350, boulevard René-Lévesque Ouest	120,7	0,11
Carrefour Angrignon	7071-7101, boulevard Newman	113,0	0,10
Tour de la Banque Nationale	600, de la Gauchetière Ouest	110,6	0,10

(1) Pourcentage applicable sur l'évaluation totale des immeubles imposables de 113 257,4 M\$ du rôle 2004-2006, déposé le 12 septembre 2003, mis à jour le 13 septembre 2005.

Statistiques générales (suite)

31 décembre 2005

**LES 20 IMMEUBLES NON IMPOSABLES LES PLUS IMPORTANTS FAISANT L'OBJET
DE PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES**

Identification	Adresse	Valeur au rôle (en millions) \$	Pourcentage (1) %
GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET MANDATAIRE			
Aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau (2)	Aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau	529,8	2,65
Société Radio-Canada	1400, boulevard René-Lévesque Est	113,4	0,57
Aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau (annexe)	Hervé St-Martin	92,6	0,46
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC			
Palais de justice de Montréal	1, rue Notre-Dame Est	162,3	0,81
Place des Arts	105-175, rue Sainte-Catherine Ouest	123,6	0,62
RÉSEAU DES AFFAIRES SOCIALES			
Centre hospitalier de l'Université de Montréal	1560, rue Sherbrooke Est	138,8	0,69
Hôpital Général Juif	4615, chemin de la Côte Sainte-Catherine	113,8	0,57
Hôpital Sainte-Justine	3165-3185, chemin de la Côte Sainte-Catherine	108,6	0,54
Hôpital Maisonneuve Rosemont	5305-5415, boulevard de l'Assomption	104,4	0,52
Hôpital Royal Victoria	687-835, avenue des Pins Ouest	90,1	0,45
Hôpital Louis-H.-Lafontaine	7401-7445, rue Hochelaga	83,5	0,42
RÉSEAU DE L'ÉDUCATION			
Université de Montréal	2900, boulevard Édouard-Montpetit	447,4	2,24
Université McGill	677-961, rue Sherbrooke Ouest	235,5	1,18
Université du Québec à Montréal	400, rue Sainte-Catherine Est	135,5	0,68
École Polytechnique	2500, chemin de la Polytechnique	115,8	0,58
Université du Québec à Montréal	200, rue Sherbrooke Ouest	94,9	0,47
Université McGill	455-551, avenue des Pins Ouest	91,9	0,46
École des Hautes Études Commerciales	3000, chemin de la Côte Sainte-Catherine	86,7	0,43
Université Concordia	7141, rue Sherbrooke Ouest	84,3	0,42
AUTRES			
Palais des Congrès de Montréal	155-301, rue Saint-Antoine Ouest	279,0	1,40

(1) Pourcentage applicable sur l'évaluation totale des immeubles non imposables de 19 981 M\$ du rôle 2004-2006, à la date du dépôt, le 12 septembre 2003 mis à jour le 13 septembre 2005.

(2) Compte principal

Statistiques générales (suite)

31 décembre 2005

LES 20 IMMEUBLES PRODUISANT LES REVENUS LES PLUS IMPORTANTS

Identification	Adresse	Revenus (1) (en millions)	Pourcentage (2)
		\$	%
Aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau (3)	Aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau	36,1	1,28
Place Ville-Marie	1-5, place Ville-Marie	23,5	0,83
Complexe Desjardins	100-190, rue Sainte-Catherine Ouest	18,0	0,64
Tour I.B.M. – Marathon	1250, boulevard René-Lévesque Ouest	11,6	0,41
Centre Fairview Pointe-Claire	6701-6901, route Transcanadienne	10,1	0,36
Le 1000 de la Gauchetière	1000, rue de la Gauchetière Ouest	9,3	0,33
Galeries d'Anjou	8001, boulevard les Galeries d'Anjou	8,6	0,31
Palais de justice de Montréal	1, rue Notre-Dame Est	8,0	0,28
Place Bonaventure	800-900, rue de la Gauchetière Ouest	7,7	0,27
Caisse de dépôt et de placement du Québec	1000, place Jean-Paul Riopelle	7,6	0,27
Palais des Congrès de Montréal	155-301, rue Saint-Antoine Ouest	7,6	0,27
Centre Eaton de Montréal	705, rue Sainte-Catherine Ouest	7,5	0,27
Place des Arts	105-175, rue Sainte-Catherine Ouest	7,4	0,26
Le Centre Bell	1200-1260, rue de la Gauchetière Ouest	7,3	0,26
Tour Bell	700, rue de la Gauchetière Ouest	6,8	0,24
Édifice Sun Life	1153-1155, rue Metcalfe	6,6	0,23
Université de Montréal	2900, boulevard Édouard-Montpetit	6,5	0,23
Place Versailles	7255-7525, rue Sherbrooke Est	6,4	0,23
Banque Nationale de Paris	1981, avenue McGill College	6,3	0,22
Place Victoria - Tour de la Bourse	800, Place Victoria	6,1	0,22

(1) Ces sommes sont composées des revenus de taxes d'eau et de services, et de taxes foncières.

(2) Pourcentage applicable sur des revenus de l'imposition massive de l'exercice 2005 de 2 814,7 M\$.
(incluant les immeubles imposables et non imposables faisant l'objet de paiements tenant lieu de taxes)

(3) Compte principal

RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2005

Publié par la Ville de Montréal
Service des finances
Direction de la comptabilité et
du contrôle financier

155, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec)
Canada H2Y 1B5

ville.montreal.qc.ca/finances

Dépôt légal
1^{er} trimestre 2006
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN : 2-7647-06-06-5

Design graphique et impression
Ville de Montréal
Centre d'impression numérique
et de communications visuelles
07.20.003-1 (03.05)

Imprimé au Canada

English copy available upon request

